

AVEC UNE PRODUCTION PRÉVISIONNELLE
DE 4 200 BARILS/JOUR

Sonatrach réalise une nouvelle découverte en Libye

Sonatrach a réalisé une importante découverte pétrolière commerciale en Libye, dans le bassin de Ghadamès, marquant une nouvelle avancée dans la coopération énergétique entre la compagnie nationale des hydrocarbures et son homologue libyenne. Cette annonce concerne le bloc A-65/2, où la production prévisionnelle est estimée à 4 200 barils par jour. P 3



**FOURNITURES SCOLAIRES
L'État et les
opérateurs
économiques
mobilisés**

À l'approche de la rentrée scolaire 2025/2026, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a appelé les opérateurs économiques du secteur des fournitures scolaires à participer activement aux foires spécialisées organisées à travers le pays.

P 3

IATF 2025 À ALGER

**Un tournant
stratégique
pour l'intégration
économique
africaine**

L'Algérie accueillera, du 4 au 10 septembre 2025, la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), avec l'ambition d'en faire un levier majeur pour dynamiser les échanges, attirer les investissements et renforcer l'intégration économique du continent.

P 5

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

**Le marché africain
croîtra de 27 %
par an d'ici 2030,
à 16,5 milliards \$**

Le rapport souligne que l'intelligence artificielle peut devenir un puissant catalyseur de la transformation économique du continent, même si beaucoup reste à faire en matière de déploiement des infrastructures, de maîtrise des données, de formation des talents et d'adoption de cadres de gouvernance adaptés aux contextes locaux.

P 11

RÉHABILITATION DES FOGGARAS

**Un financement
de 200 millions DA
débloqué P 2**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**La rentrée universitaire fixée
au 22 septembre prochain P 4**

AIN DEFLA

**5 400 ha réservés à la
culture de la pomme de
terre d'arrière-saison P 4**

ANPDP

Lancement d'un nouveau site internet

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) a lancé son nouveau site internet qui a pour objectif de renforcer la culture juridique et numérique au sein de la société et d'ouvrir des canaux de communication plus efficaces, a indiqué mercredi un communiqué de cette instance. Lancé à l'occasion du deuxième anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi 18-07 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel, ce nouveau site "s'inscrit dans le cadre du renforcement de la transparence, de la consécration du droit d'accès à l'information et du développement des services numériques", a précisé le communiqué. Il s'inscrit également dans le contexte de "l'engagement de l'ANPDP à mettre en œuvre les dispositions de cette loi, à renforcer la culture juridique et numérique au sein de la société et à ouvrir des canaux de communication plus efficaces avec les citoyens, les professionnels et les institutions concernées", selon la même source. Ce nouveau site (<https://anpdp.dz/ar>) met à disposition "un contenu qui permet de prendre connaissance des obligations et droits stipulés par la loi, des procédures de mise en conformité et des moyens de prendre attache avec l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel pour tout renseignement sur les dispositions de cette loi".

Par R E.

FOURNITURES SCOLAIRES

L'État et les opérateurs économiques mobilisés

À l'approche de la rentrée scolaire 2025/2026, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a appelé les opérateurs économiques du secteur des fournitures scolaires à participer activement aux foires spécialisées organisées à travers le pays.

Par Selma R

L'objectif est d'assurer un approvisionnement suffisant du marché et notamment proposer des produits de qualité à des prix accessibles aux familles. En effet, l'appel a été lancé lors d'une réunion de coordination présidée par le secrétaire général du ministère, El Hadi Bakir, en présence de cadres centraux. Cette rencontre a permis d'examiner les moyens de réguler les prix des produits de base et de maintenir leur disponibilité, conformément aux orientations du ministre du secteur, Tayeb Zitouni. Le SG a insisté sur « la priorité stratégique » de garantir la fluidité de l'approvisionnement sur tout le territoire, sur la base de prix de référence, et de renforcer les mécanismes de contrôle, y compris les opé-

rations nocturnes, pour protéger la santé du consommateur. Dans cette perspective, le ministère a souligné l'importance d'un partenariat étroit avec les acteurs économiques afin d'organiser des foires spécialisées proposant un large choix de fournitures scolaires à des prix étudiés. En parallèle, la direction régionale du commerce pour la région Centre a annoncé l'ouverture, à partir du 20 août, de 43 marchés solidaires dans six wilayas : Blida (6), Tizi- Ouzou (21), Bouira (3), Médéa (7), Aïn Defla (3) et Djelfa (3). Ces marchés seront implantés dans les chefs-lieux et grandes agglomérations pour en faciliter l'accès aux citoyens. Plus de 290 opérateurs économiques (, importateurs, producteurs, grossistes et détaillants) y prendront part, a affirmé le directeur régional du commerce pour la région Centre, Issa Michachou, dans une

déclaration à l'APS. Un accord a été conclu avec eux pour garantir des prix compétitifs, dans un contexte où la demande des familles ne cesse de croître à l'approche de la rentrée. Selon la même source, les services du commerce, en coordination avec les différents partenaires, ont finalisé tous les préparatifs pour la mise en place de marchés solidaires proposant des fournitures scolaires à des prix compétitifs, en prévision de la rentrée des classes. Le succès rencontré lors des éditions précédentes a conduit les autorités à doubler le nombre de marchés solidaires cette année, passant de 21 en 2024 à 43 en 2025. Une initiative qui s'inscrit dans une démarche de soutien au pouvoir d'achat et d'accompagnement des ménages dans la préparation de la rentrée scolaire.

ANP

Inauguration du nouveau siège de la Direction centrale des carburants

Le Général major Mohamed Salah Benbicha, Secrétaire général du ministère de la Défense nationale (MDN), a présidé, au nom du Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), la cérémonie d'inauguration du nouveau siège de la Direction centrale des carburants du MDN à Alger, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Au nom

de Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, le Général major Mohamed Salah Benbicha, Secrétaire général du MDN, a présidé, mardi 12 août 2025, la cérémonie d'inauguration du nouveau siège de la Direction centrale des carburants du MDN à Alger en 1ère Région militaire (RM)", précise la même source. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du Chef de Département

organisation-logistique, du Directeur central des carburants du MDN, ainsi que des Directeurs et Chefs de services centraux de l'Etat-major de l'ANP et du MDN, ajoute le communiqué. A l'issue de la cérémonie d'inauguration, le Secrétaire général du MDN a suivi "un exposé exhaustif sur la Direction, avant de visiter les différentes infrastructures du nouveau siège". Lors de sa rencontre avec les cadres et personnel de la Direction centrale des carburants, le Secrétaire général du MDN a

rappelé "le rôle pivot et important de la Direction centrale des carburants dans le domaine du soutien logistique et de l'approvisionnement des formations et unités du corps de bataille de l'ANP en divers produits pétroliers, sur l'ensemble du territoire national, pour garantir un haut niveau de disponibilité opérationnelle". A l'issue, le Secrétaire général du MDN a signé le Livre d'or de la Direction, conclut le communiqué du MDN.

RÉHABILITATION DES FOGGARAS

Un financement de 200 millions DA débloqué

Par R E.

Un financement de 200 millions DA est consacré à la réhabilitation des foggaras, un système d'irrigation traditionnel répandu dans le Sud algérien, a annoncé mercredi à Timimoun, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal. S'exprimant en marge de l'inspection des travaux de réhabilitation de la foggara de Metarfa (120 km Sud de Timimoun), le ministre a indiqué que la réhabilitation des foggaras, ce legs ancestral

basé sur le captage des eaux souterraines et leur adduction en surface vers les palmeraies et les jardins, revêt une "grande importance", révélant, à ce titre, un projet national, financé via le Fonds national de l'eau, visant la revivification de ce patrimoine "qu'il appartient de sauvegarder". L'objectif escompté de la réhabilitation des foggaras et leur préservation est d'accroître leurs débits d'eau, d'encourager l'agriculture traditionnelle et d'étendre les superficies irriguées. Ce système, très ancien dans le Sud algé-

rien, est exploité pour l'irrigation des palmeraies et des jardins et constitue un système écologique et socioéconomique ayant contribué au développement de l'agriculture oasisienne et à la fixation des populations dans la région. Une présentation détaillée a été faite au ministre sur la réhabilitation de la foggara de Metarfa, l'une des plus importantes de la région, connectée à 1.700 puits à travers un réseau de 14 km, et qui débite quelque 35 litres/seconde d'eau et irrigue 500 hectares de

jardins. Sa réhabilitation comporte le curage de sa galerie, la reconstruction des parois des puits affaissés, l'entretien des conduits d'eau et la réalisation d'une clôture de protection du système de traditionnel de partage de ses eaux, connu localement sous l'appellation de "Kesria". Poursuivant sa visite de travail, le ministre de l'Hydraulique a procédé, dans la daïra de Cherouine, à la mise en service d'un château d'eau de 1.200 m3, destiné à améliorer le réseau d'eau potable.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

AVEC UNE PRODUCTION PRÉVISIONNELLE DE 4 200 BARILS/JOUR

Sonatrach réalise une nouvelle découverte en Libye

Sonatrach a réalisé une importante découverte pétrolière commerciale en Libye, dans le bassin de Ghadamès, marquant une nouvelle avancée dans la coopération énergétique entre la compagnie nationale des hydrocarbures et son homologue libyenne. Cette annonce concerne le bloc A-65/2, où la production prévisionnelle est estimée à 4 200 barils par jour.

Par Mourad A.

Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la National Oil Corporation (NOC), partenaire libyen historique de Sonatrach, a confirmé la viabilité commerciale de cette découverte et a indiqué que les travaux de développement seraient engagés rapidement pour une mise en production dans les meilleurs délais. Cette démarche s'aligne sur la stratégie de la NOC, qui vise à la fois à consolider les réserves nationales en hydrocarbures et à accélérer l'exploitation des découvertes récentes. La coopération entre les deux compagnies s'est construite sur plusieurs décennies, mais elle a pris une nouvelle dimension en 2008, lorsque Sonatrach a remporté un permis d'exploration et de partage de production dans le bassin de Ghadamès. Les premières campagnes d'exploration de la fin des années 2000 avaient déjà révélé plusieurs indices d'hydrocarbures prometteurs. Cependant, la détérioration de la situation sécuritaire en Libye a contraint Sonatrach à suspendre ses opérations en 2014, malgré plusieurs découvertes jugées stratégiques. Cette interruption n'a jamais remis en question la volonté des deux entre-

prises de reprendre leurs activités. La relance du partenariat s'est concrétisée en plusieurs étapes. Le 10 février 2022, les deux parties ont d'abord signé un Mémoire d'entente pour réactiver les projets et planifier le développement des champs découverts. Le tournant décisif est survenu le 7 novembre 2023, lorsque la NOC a officiellement levé l'état de force majeure sur les zones contractuelles de Sonatrach. Cet accord a été consolidé par un amendement le 14 janvier 2024, prolongeant la coopération de deux ans et élargissant son champ d'application à la formation, aux échanges d'expertise, aux énergies alternatives et aux nouvelles techniques de forage et de production. Pour soutenir ses activités en Libye, Sonatrach a déjà investi environ 150 millions de dollars dans le secteur pétrolier et s'est engagé à verser 50 millions de dollars supplémentaires pour le développement de trois blocs exploratoires près de la frontière algéro-libyenne. La compagnie détient actuellement trois permis stratégiques dans le bassin de Ghadamès. Pour concrétiser cette nouvelle phase, la Libyan Drilling Company a mis à disposition la plateforme de forage n°11 pour la réalisation de trois puits stratégiques pour Sona-

trach, dans le cadre d'une méthode de gestion intégrée des projets (IPM). Cette opération est menée en partenariat avec des entreprises internationales et locales, renforçant ainsi les synergies techniques et opérationnelles. Le président de la NOC, Masoud Suleiman, a d'ailleurs salué le rôle essentiel de la société nationale de forage et de maintenance des puits dans la conclusion de ces partenariats stratégiques. Il a souligné que ces efforts conjoints visent à augmenter la disponibilité et la performance des plateformes, à améliorer les revenus et à renforcer la compétitivité sur le marché local. Cette découverte marque le retour de Sonatrach sur le marché libyen après une absence de près de dix ans. Elle démontre la capacité de la compagnie à développer des gisements stratégiques dans un environnement complexe, consolidant ainsi la coopération énergétique entre l'Algérie et la Libye. Cette collaboration, qui s'appuie sur une complémentarité géographique, technique et économique, ouvre la voie à de nouvelles perspectives d'investissement et de production dans la région, inscivant ce partenariat dans un contexte stratégique.

CROISSANCE DU SECTEUR PÉTROLIER

L'OAPEC prévoit une amélioration à court terme

Synthèse M. A.

L'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) anticipe une embellie du marché pétrolier dans les mois à venir, portée par des fondamentaux solides et des perspectives économiques plus favorables. Selon ses dernières analyses rapportées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la demande mondiale devrait connaître une hausse modérée, stimulée par la reprise progressive de l'activité industrielle et par les besoins énergétiques croissants en Asie et au Moyen-Orient. Les experts de l'OAPEC estiment que les ajustements de production opérés par les grands producteurs, combinés à la stabilisation des prix du baril, pourraient créer un environnement propice à une croissance à court terme. Cette dynamique devrait bénéficier particulièrement aux pays membres, dont les économies restent largement dépendantes des revenus pétroliers. En parallèle, l'organisation souligne que les investissements dans l'exploration et le développement de nouveaux gisements, suspendus ou ralentis durant les périodes de volatilité, reprennent progressivement. Ces initiatives sont jugées essentielles

pour sécuriser l'approvisionnement à moyen et long terme. Toutefois, l'OAPEC met en garde contre les incertitudes liées aux tensions géopolitiques, à l'évolution des politiques climatiques et à la transition énergétique, qui pourraient influencer le rythme de cette reprise. Malgré ces défis, l'organisation demeure optimiste quant à la capacité du secteur pétrolier à consolider sa croissance dans un avenir proche, à condition que les marchés restent stables et que la coordination entre producteurs se maintienne.

Baisse des revenus pétroliers arabes

Au deuxième trimestre 2025, les revenus issus des exportations de pétrole des pays arabes ont reculé à 100 milliards de dollars, contre 128,2 milliards un an plus tôt, soit une baisse annuelle de 22 % représentant 28,2 milliards de dollars de pertes. Ce repli, dû principalement à la baisse des prix spot du brut malgré des volumes exportés en hausse, a eu des répercussions négatives sur les finances publiques et la balance des paiements des États membres. Par rapport au trimestre précédent, les recettes ont encore diminué de 9,5 % (10,5 milliards), ramenant le to-

tal du premier semestre 2025 à 210,5 milliards de dollars, contre 243,2 milliards sur la même période de 2024, soit un manque à gagner de 32,7 milliards. Dans le même temps, les volumes exportés ont progressé pour atteindre 16,17 millions de barils par jour, en hausse de 252 000 barils sur un an et de 288 000 barils par rapport au premier trimestre 2025. Cette évolution s'inscrit dans le contexte d'un assouplissement des coupes volontaires de production au sein de l'OPEP+, initié en avril 2025 par huit pays, dont cinq membres de l'OAPEC. Ces pays ont totalisé des augmentations progressives de production, remplaçant le plan initial de relèvement mensuel de 137 000 barils par des hausses plus importantes : 411 000 barils par jour en mai, juin et juillet, 548 000 en août et 547 000 en septembre. Sur le plan des exportations maritimes, l'Arabie saoudite est restée en tête avec 6 millions de barils par jour, suivie par l'Irak (3,3 millions), les Émirats arabes unis (3,02 millions), le Koweït (1,4 million), la Libye (1,2 million), le Qatar (581 000), le seul pays en baisse sur le trimestre, et l'Algérie (509 000).

PRIX DU BRUT

Le Sahara Blend en tête du classement arabe

Par M. A.

Malgré la baisse des prix internationaux de référence comme le Brent et le WTI en juillet 2025, l'Algérie se distingue avec son brut, le Sahara Blend, qui s'est positionné comme le plus cher du monde arabe. Selon les dernières données, le prix moyen de la S&P OPEP a légèrement augmenté en juillet, atteignant 70,97 dollars le baril, contre 69,73 dollars en juin. Toutefois, sur la période de janvier à juillet 2025, la moyenne est en recul par rapport à l'année précédente, passant de 83,71 dollars à 71,88 dollars le baril. Dans ce contexte, les bruts arabes ont affiché une hausse de leurs prix en juillet. Le Sahara Blend algérien a vu son prix augmenter de 1,05 dollar pour atteindre 72,45 dollars le baril. Cette performance le place en tête du classement des bruts arabes les plus chers, devant l'Arab Light saoudien (72,17 dollars) et le brut d'exportation koweïtien (71,41 dollars). Le recul des prix du pétrole au cours du premier semestre 2025 s'explique en partie par les ajustements de production opérés par les pays de l'OPEP+. Cependant, l'OAPEC anticipe une amélioration du marché à court terme, portée par la reprise de l'activité industrielle et une demande croissante en Asie et au Moyen-Orient. Cette tendance pourrait stabiliser le marché et soutenir les prix dans les mois à venir.

PÉTROLE

Le prix du Brent s'approche des 66 dollars

Les cours du pétrole reculaient un peu mercredi, lessés par des prévisions d'une hausse de l'offre mondiale de l'or noir notamment de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre, cédait 0,29% à 65,93 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, perdait 0,41% à 62,91 dollars. L'EIA, qui défend les intérêts des pays consommateurs, prévoit dans son rapport publié, mardi, une hausse de l'offre mondiale de pétrole qui dépasserait, selon ses prévisions, la croissance de la demande de produits pétroliers. Toutefois, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a maintenu ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2025 et légèrement revu à la hausse celles de 2026. L'organisation a estimé, dans son rapport mensuel publié mardi, que la demande en or noir devrait augmenter de 1,3 million de baril par jour (mb/j) en 2025 et de 1,4 mb/j en 2026, pour s'établir respectivement à 105,1 mb/j et 106,5 mb/j. Cette hausse de la demande est liée notamment à la reprise de la croissance de l'économie mondiale tandis que l'incertitude liée aux droits de douane américains s'atténue, a souligné l'Opep.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
La rentrée universitaire
fixée au 22 septembre
prochain

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, mercredi dans un communiqué, que la rentrée universitaire 2025-2026 aura lieu lundi 22 septembre 2025. Le département de Kamel Baddari a annoncé dans un communiqué que le « lancement officiel de la rentrée universitaire 2025-2026 est fixé au 22 septembre prochain». Initialement, le retour des étudiants sur les bancs des universités a été fixé le 3 août dernier par le même ministère au 13 septembre. Ce report n'a pas été justifié par le département de Kamel Baddari qui emprunte ainsi la voie du ministère de l'Education nationale. Ce dernier a annoncé mardi le report de la rentrée scolaire 2025-2026 au 21 septembre alors qu'elle était initialement fixée au mercredi 10 septembre.

MONNAIE
Le dollar pâtit d'une
inflation américaine
stable

Le dollar s'effrite mardi, l'inflation américaine étant moins forte qu'attendu en juillet malgré la guerre commerciale, tandis que la livre profite d'un marché du travail britannique un peu plus solide qu'escompté. L'indice américain des prix à la consommation (CPI) de juillet s'est affiché à 2,7% sur un an, stable par rapport à juin, là où le consensus établi par Marketwatch l'attendait en légère accélération, à 2,8%. Mais hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, l'indice a nettement accéléré, à 3,1% sur un an, conforme aux prévisions. Selon des économistes, cela pourrait suggérer que les entreprises américaines commencent à rattraper les coûts des droits de douane sur les consommateurs par le biais de prix plus élevés. Les investisseurs ont cependant renforcé leur conviction que la Réserve fédérale disposera d'une marge de manœuvre suffisante pour abaisser les taux d'intérêt lors de sa réunion de septembre. En conséquence, vers 14H15, le billet vert lâchait 0,15% à l'euro, à 1,1639 dollar, et perdait 0,36% contre la livre, à 1,3488 dollar. L'inflation côté producteurs (PPI) est elle attendue jeudi. Après avoir instauré de nouveaux droits de douane jeudi dernier sur nombre de ses partenaires commerciaux, le président américain a prolongé en dernière minute de 90 jours la trêve commerciale avec la Chine, jusqu'au 10 novembre 2025. Conclu en mai à Genève, ce compromis a temporairement fixé à 30% la surtaxe américaine sur les produits chinois, là où les taxes de Pékin sur les produits américains s'élèvent à 10%. Par ailleurs, la livre tire son épingle du jeu, bien que le taux de chômage soit resté stable au Royaume-Uni, à 4,7% lors des trois mois achevés en juin, à son niveau le plus élevé depuis quatre ans. Ces données publiées mardi sont cependant "légèrement plus solides que prévu" selon les analystes.

Le ministre de l’Hydraulique met l’accent
sur la réutilisation des eaux usées traitées

Le ministre de l’Hydraulique, Taha Derbal, a mis l’accent, hier à Timimoun, sur l’exploitation des eaux usées épurées dans l’irrigation des vieilles palmeraies, en vue de leur extension et leur réhabilitation. S’exprimant lors d’une visite de travail dans la wilaya, le ministre a indiqué que la station d’épuration des eaux usées (STEP), inaugurée ce mercredi à Timimoun, dispose de laboratoires d’épuration selon le procédé de traitement tertiaire et offre une capacité de 13.000 m3/jour d’eaux traitées destinées à l’irrigation agricole sans restriction. Sa réalisation entre dans le cadre aussi de la prévention des maladies à transmission hydrique, la protection de l’environnement et la préservation de la santé du citoyen, a-t-il ajouté.

EL TARF
Auscultations
médicales gratuites
pour les habitants
du village El Mekkia
à Chihani

Les habitants du village El Mekkia, dans la commune de Chihani (El Tarf) bénéficient d'examens médicaux gratuits dans le cadre d'une caravane médicale qui s'est rendue, mercredi, dans ce village. Le directeur de la santé et de la population (DSP), Athmane Kirovani, a précisé que cette caravane, organisée à l'initiative du bureau de wilaya de l'association "Aman pour la santé et l'espoir" en coordination avec la DSP, est constituée de médecins exerçant dans plusieurs spécialités, de sage-femmes et d'infirmiers, mobilisés pour ausculter et soigner gratuitement les habitants du village El Mekkia. Il a ajouté que cette caravane est constituée, en plus de médecins généralistes, de spécialistes en pédiatrie, en gynécologie-obstétrique, en médecine interne, en chirurgie dentaire et en chirurgie générale. Le DSP a souligné que cette initiative "vise à améliorer la couverture sanitaire et à rapprocher les services de santé des citoyens, en particulier dans les zones rurales et reculées. Il a également indiqué que l'organisation de telles caravanes "se poursuivra pour toucher d'autres citoyens résidant dans de petites localités dans les 24 communes de cette wilaya frontalière".

IRRIGATION AGRICOLE

Après avoir écouté une présentation sur la situation du secteur dans la wilaya, M. Derbal a loué les efforts de l'Etat dans le domaine des ressources en eau, en termes de raccordement des foyers aux réseaux d'eau potable et d'assainissement notamment, avant de donner des instructions pour élaborer des études concernant le raccordement de l'ensemble des exutoires d'eaux usées aux STEP. L'objectif de l'opération est l'exploitation des eaux dans l'irrigation agricole, dans une approche économique et une contribution à la création de nouveaux périmètres au profit des jeunes et leur irrigation à partir des eaux traitées, selon une

vision tendant à valoriser la ressource hydrique et à préserver les eaux souterraines. Le ministre de l’Hydraulique a procédé, en outre, à la mise en service d’un forage profond du champ de captage de l’aéroport pour améliorer l’approvisionnement en eau potable des habitants du chef lieu de wilaya de Timimoun. M.Taha Derbal poursuit sa visite de travail par l’inspection et la mise en service d’autres projets relevant du secteur dans différentes communes de la wilaya, dont l’inspection du projet de réhabilitation de la grande Foggara de la commune de Metarfa (120 km Sud de Timimoun).

RÉCOLTE DU TOURNESOL À BOUIRA

Coup d’envoi officiel de la campagne

Dans le cadre de la stratégie nationale visant à réduire les importations et à renforcer la sécurité alimentaire par le développement des cultures oléagineuses, le wali de Bouira, Abdelkrim Lamouri, a donné hier, le coup d'envoi officiel de la campagne de récolte du tournesol pour la saison agricole 2024-2025, ont indiqué les services de la wilaya dans un communiqué. La cérémonie s'est tenue au sein de l'exploitation agricole Khelloul Lakhdar, dans la commune de Bordj Okhriss, au Sud de la wilaya. À cette occasion, un exposé a été présenté sur les indicateurs du secteur agricole dans la wilaya, ainsi que sur les données spécifiques aux cultures oléagineuses pour la saison en cours. Un espace d'exposition a également été aménagé, présentant des échantillons de production de tournesol cultivé dans diverses exploitations agricoles à travers les communes de la wilaya. Le wali a réaffirmé, lors de cette visite, le soutien et l'accompagnement des autorités en fa-

veur des agriculteurs, avec pour objectif d'élargir les superficies consacrées aux cultures oléagineuses et d'accroître la production locale, contribuant ainsi à la réduction des importations et à la valorisation des ressources agricoles de la région. Dans la même journée, et dans le cadre du renforcement des parcs communaux en matériel et équipements, Abdelkrim Lamouri a présidé la cérémonie de remise de camions-citernes d'une capacité de 7 000 litres et d'engins de forage et de chargement au profit de 14 communes de la wilaya. Cette opération, inscrite dans le programme du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales pour l'année 2025, vise à améliorer le cadre de vie des citoyens, notamment en matière d'alimentation en eau potable, mais aussi à permettre l'utilisation des camions pour la lutte contre les incendies dans les communes disposant de zones forestières. Au total, dix camions-citernes et quatre engins de forage et de chargement ont été distribués.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 13 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Août 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²				
DA / Kg		دج / كلف				
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	53	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	81	97	66	الطماطم	
	Oignon sec	47	53	40	البصل الجاف	
	Ail sec	486	552	421	الثوم الجف	
	Carotte	97	109	85	الجزر	
	Navet	150	165	135	لفت	
	Poivron	108	122	94	الفلفل الاخضر	
	Piment	124	142	107	الفلفل الحار	
	Courgette	112	126	98	الكوسة	
	Haricot vert	233	256	209	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	142	156	128	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	372	454	291	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	605	721	490	التمر	
	Banane	455	471	437	الموز	
	Melon	90	103	77	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	74	84	64	البطيخ الاحمر	
	Raisin	235	286	183	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1780	1905	1654	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	338	351	325	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	17	البويض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,86	2,09	7,59	8,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 420,00	1419,00	-0,07	-0,56	0,14	9,13	5,48	20975	29 763 525,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,40	5,33	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2283,00	0,00	-0,20	0,55	10,89	5,48	11253	25 690 599,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,28	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-4,48	-6,11	3,63	5,47	0	0,00

IATF 2025 À ALGER

Un tournant stratégique pour l'intégration économique africaine

L'Algérie accueillera, du 4 au 10 septembre 2025, la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), avec l'ambition d'en faire un levier majeur pour dynamiser les échanges, attirer les investissements et renforcer l'intégration économique du continent.

Synthèse Sirine R

Placée sous le thème «Une passerelle vers de nouvelles opportunités », cette édition s'annonce comme la plus ambitieuse depuis le lancement de l'IATF en 2018, tant par le nombre d'acteurs attendus que par l'ampleur des accords prévus. Avec plus de 2 000 exposants venus de 75 pays, 35 000 visiteurs professionnels et des accords commerciaux et d'investissement susceptibles de dépasser 44 milliards de dollars, l'IATF 2025 s'impose comme un catalyseur clé de l'intégration économique africaine. Organisée au Palais des expositions des Pins Maritimes (Alger), la manifestation se tiendra en partenariat avec la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), initiatrice de l'événement, la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF).

Un programme riche et diversifié

L'exposition couvrira plusieurs secteurs (agriculture, industrie, énergie, finances, santé, transports, recherche, innovation et startups) et proposera de nombreux événements parallèles : forum du commerce et de l'investissement, sommet des industries créatives (Creative Africa Nexus – CA-NEX), rencontres B2B, journée dédiée à la diaspora africaine et Salon africain de l'automobile. Des espaces seront également consacrés aux jeunes entrepreneurs créateurs de startups, aux étudiants et chercheurs, ainsi qu'à des journées spéciales où pays, institutions et entreprises présenteront leurs opportunités en matière de commerce, d'investissement, de tourisme et de culture.

Une ambition continentale

L'Algérie veut faire de cette édition la plus marquante de l'IATF en termes d'impact éco-

nomique et de visibilité internationale, affirmant ainsi son rôle de locomotive du développement africain. Pour ce faire, elle mobilise d'importants moyens organisationnels et logistiques. Lors de la réunion du Conseil des ministres du 20 avril, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné la mise en place de toutes les facilitations nécessaires pour la participation des partenaires africains, ainsi que la coordination étroite entre les parties prenantes afin d'assurer le plein succès de l'événement. Les partenaires organisateurs ont à plusieurs reprises salué la préparation de cette manifestation. Olusegun Obasanjo, président du Conseil consultatif de l'IATF et ancien chef d'État du Nigeria, a exprimé, début juillet à Alger, sa confiance quant au succès de cette édition qui, selon lui, marquera une nouvelle étape dans le processus d'« émancipation économique » du continent. Enfin, Larbi Latrèche a été désigné commissaire de l'IATF 2025, assisté par Abdelkrim Beha et Messaoud Mehila, ambassadeurs d'Algérie en Jordanie et au Mexique.

AIN DEFLA

5 400 ha réservés à la culture de la pomme de terre d'arrière-saison

Par R E.

Une superficie de 5.400 ha a été réservée pour la culture de la pomme de terre d'arrière-saison à Ain Defla, au titre de la campagne 2025/2026, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Les services agricoles ont fixé l'objectif de planter près de 5.500 hectares de pommes de terre d'arrière-saison pour la campagne 2025/2026, dont 4000 ha sont destinés à la semence et 1.400 ha à la consommation, a indiqué à l'APS, le directeur par intérim des services agricoles, Haouès Benyoucef.

Concernant la superficie destinée à la culture de la pomme de terre de consommation, 430 hectares seront plantés dans le cadre de partenariats conclus entre des agriculteurs et les unités de production agricole (UPA), anciennement appelées fermes pilotes, a ajouté M. Haouès. Le directeur par intérim a fait savoir que la wilaya disposait d'un stock de semences de pomme de terre "certifiées" de près de 1,4 million de quintaux, produites localement. Outre le fait que les besoins de la wilaya soient largement "satisfaits", M. Haouès a souligné qu'Ain Defla, assurait l'approvisionnement d'une trentaine de wilayas en semences

de pomme de terre. Pour ce qui est de l'irrigation de la pomme de terre et des autres cultures stratégiques, dont les céréales, durant la saison, la wilaya dispose de 1474 forages et 1790 puits "opérationnels", a-t-il souligné. Il a indiqué à ce titre qu'une réunion s'est tenue ce mercredi au niveau de la direction des ressources en eau, en présence des représentants des différents secteurs concernés, dans le but d'estimer les superficies à irriguer et le volume d'eau nécessaire. Concernant le programme de régulation des produits agricoles de large consommation, le même responsable a déclaré que 28.000 tonnes de

pommes de terre avaient été stockées dans les 130 chambres froides réquisitionnées dans la wilaya. Ainsi, un stock de 19.500 tonnes de pomme de terre a été constitué par la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), et 8.500 tonnes ont été stockées dans le cadre de conventions signées entre la DSA et les agriculteurs, a-t-il ajouté. Par ailleurs, la wilaya d'Ain Defla a enregistré une production de pommes de terre de saison dépassant les 2,1 millions de quintaux durant la campagne 2024/2025, a noté M. Haouès.

RECOUVREMENT DES CRÉANCES

Sonelgaz lance une caravane de sensibilisation à Mascara

La société Sonelgaz a lancé une caravane de sensibilisation destinée à recouvrer les créances auprès de ses clients du secteur public et privé, a indiqué, mercredi, Latifa Abdelouahab, chargée de communication de l'entreprise. La direction de Sonelgaz a ainsi entamé une série de mesures visant à recouvrer les dettes accumulées par ses clients, notamment en renforçant la sensibilisation de proximité, à travers des spots et émissions radio, un contact direct avec les clients débiteurs, ainsi que l'organisation de réunions avec les autorités locales afin de traiter les créances contractées par les organismes et administrations publiques, a précisé la même source. Ces mesures, sans durée déterminée, comprennent également des actions coercitives telles que l'envoi de mises en demeure aux clients ordinaires n'ayant pas payé leurs factures, puis, en dernier recours, le recours aux procédures judiciaires après épuisement des voies légales. Dans le cadre de cette caravane, la direction locale de Sonelgaz a aussi prévu des sorties de sensibilisation visant à expliquer aux clients les différents moyens de paiement mis à leur disposition, dont le paiement électronique par carte interbancaire (CIB) ou carte Edahabia, le paiement via le site web de l'entreprise, dans les bureaux de poste, ou au niveau des agences commerciales de la wilaya. La caravane prévoit également l'organisation d'expositions dans les places publiques, mettant en avant, à travers affiches et brochures, les délais de paiement des factures d'électricité et de gaz, ainsi que les mesures légales pouvant être prises à l'encontre des clients accusant un important retard de paiement. Selon Mme Abdelouahab, le montant total des créances impayées auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz de l'Ouest pour la wilaya de Mascara dépasse les 3 milliards de dinars, à la date de début août 2025.

SITUATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ENTRE 2021 À 2023

Redressement de la demande et la reprise des investissements

Synthèse R E.

L'économie algérienne a connu, entre 2021 et 2023, une évolution notable portée par le redressement de la demande intérieure, la progression des exportations d'hydrocarbures, ainsi qu'un net regain d'activité dans les secteurs productifs. Les données publiées par l'Office national des statistiques (ONS) révèlent une dynamique positive du produit intérieur brut (PIB) et des investissements, contrastée par certaines vulnérabilités structurelles. Le PIB aux prix courants est passé de 21 723,2 milliards de dinars en 2021 à 25 314,9 milliards en 2022, puis à 29 742,7 milliards en 2023. Cette progression reflète un rythme soutenu de croissance nominale de l'économie, marqué notamment par une hausse significative des revenus d'exportation et une augmentation des dépenses de consommation. En 2023, la demande intérieure, principal moteur de la croissance, a atteint 28

034,4 milliards de dinars, représentant 94,3 % du PIB. La consommation finale nationale y occupe une place prépondérante (24 327,6 milliards de dinars), tirée principalement par la consommation des ménages (plus de 18 000 milliards de dinars en 2023). La formation brute de capital fixe (FBCF), indicateur clé de l'investissement, a progressé régulièrement, atteignant 5 764,6 milliards de dinars en 2023 contre 4 736,9 milliards en 2021. Concernant le commerce extérieur, les chiffres de l'ONS indiquent que les exportations ont connu une nette amélioration, passant de 6 956,4 milliards de dinars en 2021 à 10 096,7 milliards en 2023. Cette hausse est essentiellement attribuée au rebond des prix des hydrocarbures et à une meilleure performance du secteur énergétique. Toutefois, la structure des exportations demeure fortement concentrée, avec une prédominance des produits pétroliers et gaziers. Les importations, pour leur part, se sont

établies à 8 388,4 milliards de dinars en 2023, après une légère baisse enregistrée en 2022. Malgré un excédent commercial apparent en 2022, la dépendance vis-à-vis des importations de biens de consommation et d'équipements reste un défi pour l'économie.

Investissement et production nationale

La part de la FBCF dans le PIB est restée stable autour de 19 %, ce qui témoigne d'une volonté de redynamiser le tissu productif national. Des efforts notables ont été observés dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics, de l'agriculture et de l'industrie manufacturière. La valeur ajoutée brute du secteur industriel a connu une croissance continue, atteignant 2 922,7 milliards de dinars en 2023 contre 2 387,3 milliards en 2021, confirmant une tendance à la reprise industrielle. Le secteur agricole a également contribué à la richesse nationale avec une valeur ajoutée dépassant 3

000 milliards de dinars annuellement. Les données révèlent également une évolution des prix à la consommation, impactant directement le pouvoir d'achat des ménages. Bien que la croissance en valeur soit soutenue, des pressions inflationnistes ont accompagné l'expansion de la demande, notamment en 2022 et 2023. La période 2021-2023 a été marquée par un redressement significatif de l'économie nationale, soutenu par la reprise post-Covid, la hausse des exportations d'hydrocarbures et un renforcement progressif de l'investissement intérieur. Toutefois, des défis persistent, notamment en matière de diversification économique, de maîtrise des importations et d'amélioration du pouvoir d'achat. Le rôle croissant de l'investissement public et des réformes structurelles sera déterminant pour consolider cette dynamique dans les années à venir.

TAMANRASSET

Lancement prochain du projet de route Tazrouk/ Tin-Tarabine

Le projet de route reliant la commune de Tazrouk (160 km de Tamanrasset) au village de Tin-Tarabine, sur une distance de 89 km, sera lancé prochainement, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya de Tamanrasset. Le projet, auquel est consacré un financement de 6,81 milliards DA, est en phase de finalisation des procédures administratives préalables au lancement du chantier de ce projet vital pour le désenclavement de la région, selon les explications fournies. Lors d'une visite d'inspection mardi dans la commune de Tazrouk, le wali de Tamanrasset, Mohamed Boudraâ, a indiqué que le projet en question a été scindé en deux lots, pour accélérer sa réalisation et le livrer dans les meilleurs délais. Toujours dans le domaine des routes, le chef de l'exécutif de wilaya a inspecté le projet de modernisation du tronçon de la RN-142 reliant, sur 30 km, la commune de Tazrouk à la localité de Taberbert, où des instructions ont été données pour tenir compte des intersections de cours d'oueds avec le tracé de cette route, et étudier les modes techniques à adopter à cet égard. M.Boudraa a procédé, par ailleurs, à la mise en service de la route reliant le centre-ville de Tazrouk au complexe sportif sur 1,5 km. Des habitants de Tazrouk se sont félicité de ces opérations de développement, notamment la route reliant Tazrouk à Tin-Tarabine, au regard de son importance pour le désenclavement de la région.

EL-MENIAA

Raccordement d'une vingtaine de quartiers au réseau de fibre optique

Une vingtaine de quartiers à travers la wilaya d'El-Meniaa ont été raccordés au réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), dans le cadre du plan national visant à généraliser l'accès à l'Internet très haut débit, a-t-on appris mardi de la direction locale d'Algérie Télécom (AT). Lancée en 2023, cette opération a permis à ce jour le raccordement de ces quartiers répartis sur les trois communes que compte la wilaya (El-Meniaa, Hassi El-Gara et Hassi-Lefhal), a précisé le chargé de la cellule de communication à la direction, Abdelouaheb Bellakhal. Les travaux de raccordement de sept (7) quartiers dans la wilaya au réseau de fibre optique sont en cours d'exécution, alors que neuf (9) autres vont également bénéficier de cette technologie grâce à une opération qui sera prochainement lancée par l'entreprise, a ajouté M. Bellakhal, signalant que le nombre d'abonnés à la FTTH à El-Meniaa a atteint 4.000 abonnés. Les habitants de la wilaya ont salué ces opérations retenues dans le cadre de l'extension du réseau Internet très haut débit en fibre optique sur tout le territoire national.

MASCARA

Plus de 5300 stagiaires diplômés des établissements de formation professionnelle

Un total de 5396 stagiaires ont été diplômés des établissements de formation professionnelle de la wilaya de Mascara pour l'année 2024-2025, a indiqué, mardi, la Direction local du secteur.

Ces diplômés sont répartis sur plus de 100 spécialités au sein de 18 établissements de formation dans différents modes, notamment la formation par apprentissage, résidentielle, les cours du soir, la formation qualifiante initiale, la formation par passerelles et la formation par contrat. La majorité des diplômés ont suivi des formations résidentielles et qualifiantes initiales, qui comptabilisent plus de 2500 stagiaires diplômés. D'autre part, la même source souligne que la saison de formation

écoulée a connu un grand engouement de la part des jeunes bénéficiaires de l'allocation chômage, notamment dans des spécialités liées à l'élevage d'animaux, la culture d'arbres fruitiers, le bâtiment et l'artisanat, et ce, dans le cadre de la formation qualifiante sanctionnée par un certificat. La même période a également enregistré un engouement notable pour les formations qualifiantes de courte durée, réalisées dans le cadre de la convention de coopération avec la Chambre d'agriculture de la wilaya, dans des spé-

cialités telles que l'apiculture, la culture d'arbres fruitiers, l'élevage, l'extraction de l'huile d'olive et l'irrigation agricole. Par ailleurs, la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels prévoit, au début de la saison de formation 2025-2026, la signature de plusieurs conventions de coopération et de partenariat avec des entreprises économiques publiques et privées. L'objectif est de renforcer le recours à la formation par apprentissage au sein des unités de production, selon la même source.

TIZI-OUZOU

La 1^{ère} Fête des arts et du patrimoine de Mâatkas attire 11 wilayas

La première édition de la Fête des arts et du patrimoine culturel de Mâatkas, située à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Tizi-Ouzou, s'est ouverte mardi avec la participation de 150 exposants, venus de 11 wilayas, ont indiqué les organisateurs. L'événement, qui se tient jusqu'au 16 de ce mois au Centre de Formation professionnelle et d'Apprentissage (CFPA) de la commune, a pour but de promouvoir et de préserver la richesse et la diversité de l'artisanat et du patrimoine algérien, qu'il soit matériel ou immatériel. Organisée par l'APC de Mâatkas et l'APC de Souk El Tenine, en collaboration avec plusieurs associations locales et la Direction

de la culture et des arts, la manifestation met en lumière un savoir-faire ancestral. Les stands d'exposition rappellent une fois de plus la richesse et la diversité du patrimoine culturel algérien. Les visiteurs peuvent y admirer l'art de modeler l'argile pour la transformer en objets décoratifs ou en ustensiles de cuisine, ainsi que le tissage de la laine pour en faire de magnifiques tapis aux motifs géométriques spécifiques à l'art décoratif algérien. Les bijoux traditionnels en argent racontent la patience des joailliers, tandis que les habits traditionnels, et plus particulièrement la robe kabyle, témoignent du génie créatif des couturières. Le coup d'envoi de la ma-

nifestation a été donné par le président de l'Assemblée populaire de Wilaya (APW), Sid Ali Youcef, dans une ambiance festive animée par des airs musicaux et des danses traditionnelles. Le P/APW a souligné l'importance de ce type d'événements pour la préservation et la promotion du patrimoine local. M. Youcef a rappelé que Mâatkas est une localité riche, notamment par sa poterie qui bénéficie de son propre festival annuel. Il a promis un accompagnement concret de l'APW pour cette initiative, précisant que des subventions sont octroyées sur le budget de wilaya pour garantir la pérennité des métiers et du savoir-faire traditionnel.

MILA

Achèvement des travaux de 13 projets de raccordement au réseau de gaz

Les travaux de réalisation de 13 projets de raccordement au réseau de gaz de plusieurs mechtas et agglomérations de nombreuses communes de la wilaya de Mila ont été achevés, a-t-on appris mardi auprès de la directrice locale de l'énergie et des mines. Dans une déclaration à l'APS, Mme Nihad Ghennam a précisé que ces pro-

jets financés par les divers programmes publics sont actuellement "au stade des essais" et seront "prochainement" mis en service officiellement. Ces projets ciblent la desserte de 1.189 foyers répartis sur des mechtas et agglomérations des communes d'Amira Arrès, Teleghema, Mechira, Oued Seggan, Sidi

Merouane, Grarem Gouga, Ouled Khalouf, Minar Zerza et Chelghoum Laïd, a-t-on expliqué. Ces raccordements viendront s'ajouter aux 34 opérations mises en service au cours du premier semestre 2025 permettant de raccorder 2.499 foyers au réseau de gaz naturel à la faveur de la réalisation de réseaux de distribution de 228 km, selon la

même source. Les efforts des autorités locales d'élargissement de la couverture par le réseau de gaz naturel se poursuivent et les travaux sont actuellement en cours pour alimenter 6.008 foyers de plusieurs communes et le travail est mené pour élaborer des études des projets de raccordement de 1.165 autres foyers, a-t-on indiqué.

MÉDÉA

Lancement d'une opération de réfection des écoles à travers les communes

Une opération de réfection ciblant de nombreux établissements scolaires du cycle primaire a été lancée à travers les communes de Médéa dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. Les travaux engagés dans ces structures éducatives portent sur la réparation des systèmes de chauffage et de climatisation,

la réfection de l'étanchéité des salles de classe et l'entretien des cours de récréation, a-t-on fait savoir. Cette opération permettra également de rénover les salles d'eau afin d'optimiser l'hygiène au sein de ces écoles, ainsi que de remplacer les équipements pédagogiques détériorés, a-t-on ajouté. L'opération de réfection va toucher une centaine d'écoles, dont certaines sont en service depuis de nom-

breuses années et nécessitent des travaux d'entretien pour offrir un environnement favorable à la scolarisation des élèves qui y seront accueillis, a indiqué la même source. Selon les services de la wilaya, des dispositions ont été prises pour achever ces travaux avant la reprise des cours, afin d'éviter toute perturbation du bon fonctionnement des établissements concernés.

Se réinventer pour se préserver

Le présent est un dialogue entre le passé et l’avenir, l’accompli et l’inaccompli. Il réalise ce que de l’accompli le monde autorise comme nouvel accomplissement.

5^e partie

Par Arezki Derguini (*)

En fait la société a été profondément divisée entre ceux qui ont accepté la domination de classe et ceux qui l’ont refusée. Entre ceux qui ont trouvé un maître pour servir et être servis et ceux qui ne trouveront pas de maître. Parmi les premiers, certains seront bien et d’autres mal servis. Il faut se rappeler comment la domination de classe s’est imposée : les guerriers disposaient de la vie et des biens des paysans. L’échec de la colonisation française en Algérie est un échec de la division de classe en Algérie. La classe des colons était trop médiocre pour entraîner la société indigène, elle ne put instaurer une complémentarité, faire de l’Algérie une nation indépendante. Son destin était déterminé à sa naissance : les colons étaient des rejetons de la société occidentale, elle n’avait rien d’une aristocratie à laquelle il fallait emprunter le pas. À la différence de la colonisation américaine, la colonisation de peuplement n’exterminera pas la population indigène dont elle ne pouvait se passer. Mais ne pouvant instaurer une complémentarité avec la société dominée que constituait la population indigène, le divorce fut le terme du mariage forcé. La différence dans la colonisation de l’Algérie et de la Palestine, c’est que les Palestiniens sont exposés à l’extermination : ils sont considérés comme une population inutile, coûteuse et dangereuse. L’esprit colonialiste n’est pas mort ni en France ni en Occident. Le général de Gaulle arrivé au pouvoir dans les bagages de l’armée se rendra à l’évidence : le monde était en train de changer, la fin des empires français et britanniques était arrivée. Pas celle du colonialisme. Un nouvel empire se mettait en place. Un empire qui avait été fondé sur une colonisation de peuplement ayant éradiqué la population indigène. Au nom de la Liberté, il avait soutenu le processus de décolonisation dans le monde bien que s’étant construit sur une discrimination raciale interne. Un tel esprit contenu se lâche aujourd’hui en Palestine, le nouvel empire se sent menacé désormais. L’esprit colonialiste réapparaît aussi dans le comportement des anciennes puissances coloniales, des anciens empires européens, avec le nouveau désordre mondial que le déclin de l’empire américain occasionne. Dans ce nouveau désordre, l’esprit colonialiste croit avoir sa chance. Les élites occidentales ne veulent pas consentir au monde qui continue de s’accomplir. Les nouvelles puissances émergentes menacent leurs marchés. Dans cet esprit, entre Français et Algériens, la guerre n’est pas terminée, elle a été indûment arrêtée, elle n’a pas été perdue. Il lui fallait probablement boire le vin jusqu’à la lie. Dans cet esprit, il n’y a que des colonisateurs et des colonisés. L’ancien ordre du monde doit revenir plutôt que de dispa-

raître. Car qui sait de quoi le nouveau monde sera fait ? Pour reprendre la guerre, ils font craindre dans l’esprit public un retournement du colonisateur en colonisé. Ils étaient toujours dans la guerre, mais tenus en lisière. Le monde qui change leur donne une nouvelle occasion. Ils peuvent se porter en avant dans la défense de leur mode de vie. Mais d’où vient cette peur ? De leur histoire et de leur situation dans le monde. De leur rêve d’Empire contrarié et de la désoccidentalisation du monde. Ils ne veulent pas rendre les armes. Il ne faut donc pas isoler les rapports des anciens dominants et dominés de la nouvelle situation stratégique mondiale. Il faut les remettre dans le cadre des nouvelles relations internationales. L’Occident doit défendre son hégémonie de manière plus agressive, les camps doivent être plus tranchés. Et doit-on se laisser entraîner tête baissée dans cette guerre que nous savons qu’ils ne peuvent gagner ? L’Occident devra faire de la place à cette humanité qui monte. Il peut causer beaucoup de dégâts, nous entraîner dans des prétendues guerres des civilisations en refusant de se régionaliser. Il peut renvoyer les sociétés qui s’y laisseront prendre à l’âge de pierre. Ne pas voir les guerres qui montent, c’est s’exposer à en être les victimes. Il faut les voir pour se préparer à ne pas s’y laisser prendre. S’y préparer, c’est donc refuser celles qu’il nous propose, celles dont il a décidé l’heure et le lieu. Il faut mener sa propre guerre. Que faut-il entendre par là ? Nous avons déjà dit ce que nous entendons par guerre. C’est un combat, et la vie est un combat, qui se termine de manière violente. Avant les guerres, il y a des combats, des luttes, des compétitions qui se terminent mal. Il n’y a plus de guerre qu’hybride et celles militaires ne triomphent plus. Elles détruisent, accroissent le désordre du monde. Donald Trump dit avoir renoncé à la guerre militaire, il est vrai que les USA ne gagnent plus ces guerres, mais a-t-il vraiment renoncé à la guerre et le peut-il ? Il engage des guerres qu’il compte gagner. Et il croit pouvoir engager une guerre économique et la gagner. C’est ce qu’il croit. Les Chinois croient que l’Occident est en déclin et qu’au lieu de gérer le déclin, l’Occident, et les USA en premier, se débattent comme un noyé et crée autour d’eux un désordre dont il faut s’éloigner. Avec les tarifs douaniers, il espère attirer les capitaux, produire au lieu d’importer pour rééquilibrer la balance commerciale et continuer à profiter de l’épargne mondiale. Mais si les tarifs douaniers n’attirent pas la production mondiale, ils augmenteront les prix à la consommation sans qu’il n’y ait eu une nouvelle distribution de pouvoirs d’achat. On constate au niveau mondial que les sociétés punies par Ronald Trump n’ont pas l’intention de se soumettre à ses commandements. Que dire du capital ? Sera-t-il obéissant ? Ira-t-il produire aux USA ? Je crains que là aussi Ronald Trump ne puisse pousser

qu’à la révolte. Investir aux USA c’est faire confiance aux USA et ce n’est pas ce qu’a gagné Ronald Trump. Son imprévisibilité se retourne ici contre lui. Les USA ont consommé leur crédit, il faut désormais que le monde évite que leur déclin ne l’enfoncé dans la brutalité. Le désordre est le piège dans lequel les USA et Israël veulent entraîner le monde. Pour les Chinois, il n’y a pas de théorie valable pour l’éternité. La guerre est désormais hybride. Clausewitz est mort. Le plus fort (le plus fort en quoi ?) ne peut plus régler les compétitions comme il le souhaite, il ne peut plus en imposer les règles. La guerre militaire qu’il peut faire pour changer les règles qui ne lui conviennent plus n’est plus toute puissante. Des compétitions mènent à la guerre, sont supposées par la guerre. Accepter qu’il y ait continuité entre la paix (la compétition pacifique, la compétition réglée) et la guerre (la compétition dérégulée), c’est être en mesure de conduire la compétition jusqu’au point où elle peut se transformer en guerre. De pousser ou de ne pas pousser la compétition jusqu’à la guerre. Les nouvelles puissances veulent progresser, pousser la compétition, mais l’empêcher de finir en guerre, en destructions. Les puissances déclinantes veulent interrompre la compétition par la guerre pour détruire si nécessaire les infrastructures de la compétition. Quand des compétitions ont été gagnées sur un adversaire qui refusant de reconnaître la défaite recourt à la guerre, il recourt à une guerre qu’il a déjà perdue. Les Chinois poussent les compétitions jusqu’au point le plus avancé, mais il veille à ne pas dépasser le seuil où elles se transforment en guerres. Ils désirent conquérir des marchés, obtenir de la reconnaissance. L’homme aime croire ce qu’il voit, est forcé d’admettre par ce qu’il vit, lorsqu’il ne se fie plus à la sagesse de ses élites. Il a alors besoin d’aller au bout de l’expérience ; d’une compétition qui se dégrade, il accuse son ancienne sagesse. Il ne veut pas croire en la défaite. Mais comme au poker, il doit payer pour voir, et cela peut coûter cher à celui qui ne s’arrête pas de jouer, qui n’interrompt pas l’expérience avant qu’elle ne s’achève. Il vaut mieux donc voir venir la guerre, pour arrêter la compétition avant que l’on ne tombe dans la guerre. Il est possible alors de l’éviter, la contourner si on a encore le temps et les moyens. La voir venir derrière des compétitions qui jouent avec les règles et des règles qui changent avec les compétitions, pour qu’elles ne se terminent pas en guerres qui déchirent le monde et les sociétés. Réclamer de la reconnaissance sans s’emporter et être emporté par la guerre n’est pas le fort de tous. Il faut renoncer à dresser le monde en deux camps, l’un contre l’autre, car c’est dans cette mise en rapport que le choc advient. Il faut défaire les tranchées. L’esprit colonial doit à nouveau être défait afin que monde puisse avoir le combat

commun face aux défis globaux qui menacent. Le monde est un, l’exacerbation de ses discordances fait ses guerres. L’opposition de classes et de races a fait échouer l’unification du monde. Ce que le monde devra combattre demain ce sont les conséquences d’un tel esprit colonial. Un tel esprit a fait que la rencontre des sociétés n’a pas été un dialogue fécond. La société occidentale continue d’être sourde au monde, même après avoir failli dans sa mission civilisatrice. Elle continue d’opposer l’idéal et le réel et se nourrit de l’illusion de représenter l’idéal. Elle prône la civilisation et étend la barbarie. Pourquoi ne descend-elle pas de son piédestal et ne vient-elle pas expérimenter avec le monde ? Pourquoi n’accepte-t-elle pas le fait que le monde ne lui appartient pas exclusivement ? Ses élites se consacrent à dominer le monde en construisant des forteresses. Elles ont « déchaîné » le monde qui maintenant se jette sur leurs forteresses. Le monde ne veut pas la guerre contre l’Occident, il veut qu’il l’aide à se faire sans la guerre, à réduire ses discordances. Comme l’affirme le professeur André Chieng franco-chinois à propos des relations souhaitables et possibles entre la Chine et la France, on pourrait le dire de l’Algérie et de la France. Pour le professeur, ce que la Chine et la France partagent est le fait qu’elles ne consentiraient pas à avoir à leur tête un marchand comme aux USA [12]. Ce que la France et l’Algérie peuvent gagner ensemble est largement supérieur à ce qu’ils peuvent gagner séparément. Il faut refaire l’histoire des rapports entre la France et l’Algérie, inventer une nouvelle histoire expurgée de l’esprit colonial. Faire oublier réellement 1830. Pourquoi pas la date du bicentenaire pour faire oublier le fameux centenaire ? Les talents des deux pays peuvent aider leur peuple à mieux traverser la tourmente que promettent les temps qui viennent, à effacer les conséquences de la domination de l’esprit colonial. Voilà ce que se doivent la France et l’Algérie : s’aider à se réinventer, à inventer une nouvelle histoire. Il appartient à ces talents de se désolidariser de la tendance réactionnaire actuelle qui cherche la confrontation pour espérer prolonger un passé qui ne s’accomplira pas. Pourquoi des Français ont-ils tenu à convertir des Algériens, mais refusent d’être convertis par des Algériens ? Ils reprochent à l’Islam d’interdire aux musulmans la conversion dans une autre religion, mais s’autorisent-ils à une conversion ? La réciprocité est la preuve de l’égalité. L’instituteur de la colonisation n’est pas venu à la rencontre du cheikh des livres à la main, il a été précédé par une armée qui lui a fait place nette.

(A suivre)

Notes

[12] Que veut LA CHINE ? Culture, économie, tech... Les am

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

BOUDÉ PAR LES
GÉANTS DU
MARITIME
**Le canal de
Suez ne voit
pas le bout de
la crise**

Malgré l'espoir créé par les trêves avec les rebelles houthistes et le passage de quelques grands porte-conteneurs en juin, le trafic n'a jamais réellement redémarré en mer Rouge. Face au danger, et une situation qui risque encore d'empirer à Gaza, le monde maritime fait désormais sans le canal. Le canal de Suez ne voit pas le bout du tunnel. Les espoirs entrevus au printemps ne se sont pas concrétisés dans les chiffres. La conclusion d'un cessez-le-feu entre les rebelles houthistes au Yémen et les États-Unis début mai, suivie par la mise en place d'une réduction de 15 % des tarifs pour les grands navires porte-conteneurs pendant trois mois par l'Autorité égyptienne du canal de Suez aurait pu faire espérer un redémarrage du trafic. Or, les statistiques des derniers mois montrent que celui-ci reste atone, voire inférieur à celui de 2024. Les grands services de porte-conteneurs continuent ainsi d'éviter la zone et la situation pourrait empirer. Le trafic continue de baisser. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le canal de Suez a vu passer environ 3 000 navires au premier comme au deuxième trimestre de l'année en cours. Ce n'est même pas la moitié du trafic qu'il pouvait accueillir aux mêmes périodes en 2023. Ce sont même quelques centaines de navires de moins que l'an dernier aux mêmes dates, alors que la crise en mer Rouge battait son plein avec les attaques des rebelles houthistes dans le détroit de Bab el-Mandeb (porte d'entrée de la mer Rouge et passage obligé pour rejoindre le canal).

IL REDESSINE LES CONTOURS DU PAYSAGE ÉNERGÉTIQUE MONDIAL

Le Qatar renforce sa position de leader sur le marché du gaz naturel

Dans une démarche stratégique visant à consolider son statut de fournisseur clé d'énergie propre et à renforcer la sécurité énergétique mondiale face à une demande en constante augmentation, l'État du Qatar entamera, à partir de la mi-2026, les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) issues de la première phase du projet d'expansion du champ Nord-Est.

Commentant cette stratégie, deux experts ont affirmé, dans des déclarations exclusives à l'Agence de presse du Qatar (QNA), que cette stratégie illustre le rôle clé du Qatar dans le renforcement de l'économie nationale et la redéfinition des marchés énergétiques mondiaux. D'ici 2029, les initiatives de QatarEnergy devraient représenter près de 40 % de l'augmentation des capacités mondiales de production de GNL. S'exprimant lors du Forum économique du Qatar tenu plus tôt cette année, Son Excellence l'ingénieur Saad bin Sherida Al Kaabi, ministre d'État aux Affaires énergétiques et PDG de QatarEnergy, a affirmé que les travaux d'expansion avancement conformément au calendrier établi, avec des premières exportations de GNL du champ Nord-Est prévues pour la mi-2026. Cette expansion, la plus vaste de son genre au niveau mondial, ambitionne d'atteindre une capacité de production annuelle de 142 millions de tonnes d'ici 2030, grâce notamment au développement du champ Nord-Ouest, actuellement en cours de conception. Structuré en trois phases, cet ambitieux projet d'expansion vise à doubler la capacité de production de GNL du Qatar, qui passera de 77 millions de tonnes par an aujourd'hui à 110 millions en 2026, puis à 126 millions en 2027, à l'issue de la deuxième phase dans le champ Sud. Dans ce contexte, M. Yousef Mahmoud Al Neama, directeur du secteur des affaires chez QNB Group, a déclaré à QNA que les investissements stratégiques du Qatar dans le GNL sont un moteur essentiel de la croissance économique. Il a qualifié le projet d'expansion du

champ Nord de plus grand investissement en capital dans la région et de plus vaste champ gazier au monde, avec huit nouvelles lignes de production réparties sur trois phases. Selon lui, ces investissements devraient augmenter la production de GNL de 85 % d'ici 2030, atteignant 142 millions de tonnes par an. Il a également précisé que ce projet comprend une expansion parallèle des industries du raffinage et de la pétrochimie, contribuant ainsi à la diversification économique, à la mise en œuvre des réformes structurelles, et à la dynamisation des secteurs manufacturier et des services. Il a par ailleurs anticipé une accélération de la croissance économique, avec un PIB attendu à 2,4 % en 2025, 5,6 % en 2026, puis 7,9 % en 2027, un contexte favorable pour le secteur bancaire qatari, bénéficiant d'une forte liquidité, d'une capitalisation robuste et d'une rentabilité constante. De son côté, le vice-doyen de la faculté de commerce à l'Université Al al-Bayt en Jordanie, Dr Omar Khlaif Gharaibeh, a salué l'investissement du Qatar dans l'une des plus grandes expansions de l'histoire du gaz, signalant que cette initiative permettra de porter la capacité de production de GNL de 77 à 126 millions de tonnes par an d'ici 2027, soit une augmentation de plus de 63 %. Il a décrit cette avancée comme une transformation majeure du système énergétique mondial, prenant naissance à Doha. Il a également noté que l'Europe, en quête de partenaires fiables, s'est tournée vers le Qatar, qui a signé des accords à long terme avec l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Ces partenariats assurent non seulement l'approvisionnement,

mais aussi la stabilité des marchés dans un contexte géopolitique incertain. Sur le plan économique, l'expansion qatarie devrait atténuer la volatilité des prix mondiaux du gaz, avec une baisse attendue de plus de 30 \$ à environ 10-15 \$ par million d'unités thermiques d'ici la fin de la décennie. Selon Dr Gharaibeh, le Qatar réinvente ainsi le paysage énergétique mondial grâce à un investissement intelligent de plus de 45 milliards de dollars dans les infrastructures, les ports et les navires, tout en adoptant des technologies de liquéfaction à faible empreinte carbone, ce qui positionne le gaz qatari parmi les plus propres au monde. Le projet d'expansion comporte trois phases : la première à l'est avec quatre lignes de production de 8 millions de tonnes chacune (32 millions au total) ; la deuxième au sud avec deux lignes totalisant 16 millions ; et la troisième à l'ouest, en développement, qui viendra s'ajouter avec 16 millions de tonnes. Le lancement de la phase ouest est prévu pour 2027, complétant ainsi la stratégie nationale d'augmentation des exportations de GNL. L'investissement total dans l'expansion du champ Nord s'élève à environ 82,5 milliards de dollars, dont près de 59 milliards financés par QatarEnergy en collaboration avec des leaders mondiaux tels qu'ExxonMobil, TotalEnergies, Shell, Eni, ConocoPhillips et Sinopec. Le Qatar a également signé des contrats d'approvisionnement à long terme avec divers pays européens et asiatiques, notamment l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Chine et l'Inde, contribuant ainsi à la stabilité du marché énergétique mondial.

LIBYE-TUNISIE

Tripoli ferme au nom de la « protection contre les marchandises avariées et de qualité inférieure »

Les dernières annonces de l'Autorité douanière libyenne incommoderont fortement les opérateurs tunisiens et égyptiens qui faisaient leur beurre avec le commerce transfrontalier. Au nom de « l'amélioration des services de transit aux frontières terrestres avec la Tunisie et l'Égypte » et de la « protection du pays contre les marchandises avariées et de qualité inférieure » Tripoli a décidé se serrer la vis... Des procédures et contrôles nouveaux se mettent en

place : Désormais une autorisation préalable est indispensable pour toute opération de transit, que la marchandise soit à destination ou en provenance de la Tunisie ou de l'Égypte. C'est le Bureau de coopération internationale de l'Autorité douanière libyenne qui aura le dernier mot, rapporte l'agence libyenne de presse LNA. La directive sera transmise aux responsables des centres douaniers. Cette mesure a été prise suite à une réunion entre le directeur par intérim

de l'Autorité, le général de division Musa Ali Mohammed, le directeur de l'Administration générale des affaires techniques, le directeur du Département du transit international et le directeur du Bureau de la coopération internationale de l'Autorité... Ce n'est pas tout, les autorités ont également gagné une garantie financière pour la valeur des marchandises, à la charge de la société exportatrice. Cette somme sera restituée après l'opération de transit. Il a aussi été question

d'une autorisation pour le retour de toute marchandise depuis le côté tunisien vers le pays d'origine, ou depuis le côté égyptien via le point d'entrée défini côté égyptien. L'Autorité douanière libyenne a pris l'engagement de se plier aux recommandations du Comité technique douanier libyo-tunisien au sujet des marchandises en transit. Si l'examen de ces produits n'est pas concluant ils devront être détruits dans le pays de destination.

EGYPTE

Les banques assouplissent les restrictions sur les devises étrangères

La Banque centrale égyptienne (BCE) a annulé une règle qui obligeait les clients à prouver qu'ils étaient à l'étranger pour utiliser leur carte. La National Bank of Egypt (NBE) et Banque Misr ont annoncé, mardi 12 août, que leurs clients ont le droit d'échanger jusqu'à 10 000 dollars américains, ou leur équivalent dans d'autres devises en cas de départ à l'étranger. Auparavant, les clients des deux banques publiques NBE et Banque

Misr avaient le droit d'échanger jusqu'à 5 000 dollars comme l'ont annoncé les deux banques 9 septembre. Les deux banques publiques ainsi que la Commercial International Bank (CIB), plus grande banque privée, a réduit la marge de change sur les cartes de crédit à 3 % de 5 % à partir de demain. De son côté l'Arab African International Bank a aussi relevé le plafond des devises étrangères à 10 000 dollars et de même que pour l'usage des cartes de crédit.

Parallèlement, la Banque centrale égyptienne (BCE) a annulé une règle qui obligeait les clients à prouver qu'ils étaient à l'étranger pour utiliser leurs cartes. Auparavant, les clients devaient présenter des tampons de passeport dans les 90 jours suivant l'ouverture des plafonds pour justifier leurs dépenses. Cette obligation n'existe plus. Cependant, les banques peuvent toujours vérifier que les transactions ont bien eu lieu à l'étranger. Si un client ne peut pas le prouver, la banque peut

prendre des mesures contre lui. Ces mesures ont été prises à l'origine parce que l'Égypte souffrait d'une pénurie de devises étrangères surtout depuis 2022 avec la guerre Russie-Ukraine. Le taux de change du dollar a suivi une tendance à la baisse, passant sous le seuil des 49 livres pour la première fois depuis octobre 2024, en raison de la hausse des revenus du pays en devises étrangères. Le dollar s'échange à 48,5 livres, selon le taux de change officiel de la BCE, mardi.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le marché africain croîtra de 27 % par an d’ici 2030, à 16,5 milliards \$

Le rapport souligne que l'intelligence artificielle peut devenir un puissant catalyseur de la transformation économique du continent, même si beaucoup reste à faire en matière de déploiement des infrastructures, de maîtrise des données, de formation des talents et d’adoption de cadres de gouvernance adaptés aux contextes locaux.

La taille du marché de l’intelligence artificielle (IA) en Afrique devrait passer de 4,51 milliards de dollars en 2025 à 16,53 milliards en 2030, soit une croissance moyenne projetée de 27,42% par an, selon un rapport publié le mardi 5 août 2025 par le géant américain des paiements Mastercard. Intitulé « Harnessing the transformative power of AI in Africa », le rapport précise que les initiatives en matière d’IA devraient générer environ 230 millions d’emplois d’ici 2030 rien qu’en Afrique subsaharienne, même si la pénurie de talents dans ce domaine persiste en dépit du lancement de plusieurs programmes de formation de professionnels locaux tels que Deep Learning Indaba et Artificial Intelligence for Development (AI4D Africa). Alors que l’intelligence artificielle transforme les économies du monde entier, créant des opportunités d’innovation, de croissance et d’impact social positif, l’Afrique est particulièrement bien placée pour exploiter cette technologie au service d’un développement transformateur, notamment en matière d’inclusion financière, de réduction des écarts de richesse et d’amélioration de la production. Cela s’explique essentiellement par les caractéristiques démographiques et économiques uniques du continent. A titre d’exemple, l’Afrique détient 60 % des terres arables de la planète et dispose de la population la plus jeune du monde, avec un âge médian de 19 ans. Le développement de l’IA est déjà en train de transformer des secteurs clés en Afrique, notamment la finance, la santé, l’agriculture, l’énergie et le développement

urbain, tout en répondant à certains des défis les plus urgents dans la région. Plusieurs exemples convaincants illustrent les possibilités offertes. Au Ghana, l’agritech Farmerline a permis d’augmenter la productivité des champs de 30 % en fournissant des informations météorologiques et commerciales actualisées grâce à des modèles basés sur l’IA. Dans le domaine de la finance, des sociétés kényanes comme M-Pesa et M-KOPA déploient des modèles de notation de crédit basés sur l’IA pour accorder des prêts aux populations exclues du système financier traditionnel. Les banques centrales de la région du Marché commun de l’Afrique orientale et australe (COMESA) utilisent aussi l’IA et le Big Data pour améliorer les prévisions économiques, l’analyse financière et la surveillance bancaire. Sur un autre plan, des plateformes telles que Rising Academy Network (RAN) utilisent des solutions basées sur l’IA pour évaluer le niveau des difficultés d’apprentissage des élèves au Rwanda, en Sierra Leone, au Liberia et au Ghana. Des outils basés sur l’IA, tels que les chatbots et les modèles de diagnostic déployés par des Healthtechs comme Babylon (Rwanda), ont amélioré l’accès aux soins de santé pour des millions d’habitants des zones rurales. Dans certaines régions reculées du continent, des micro-réseaux électriques contrôlés par l’IA coordonnent efficacement les ressources énergétiques renouvelables, fournissant une énergie propre aux communautés hors réseau. En Afrique du Sud, la compagnie d’électricité Eskom a également adopté des compteurs intelli-

gents basés sur l’IA pour servir les clients ayant souscrit à des forfaits prépayés. Toutefois, le continent n’a jusqu’à présent fait qu’effleurer la surface de ce qui est possible étant donné que les opportunités restent énormes dans tous les secteurs. Le gisement d’opportunités paraît particulièrement immense dans le domaine de l’inclusion financière (plus de 400 millions d’Africains n’ont pas encore accès aux services financiers ou sont mal desservis), de l’agriculture, de l’éducation, de la santé et de l’énergie.

Des investissements sont nécessaires pour débloquer le potentiel de l’IA

Le parcours de l’Afrique en matière d’adoption de l’IA n’est cependant pas uniforme en termes de développement des politiques et des infrastructures. Des pays comme l’Afrique du Sud, l’Egypte, le Rwanda, Maurice, le Kenya et le Nigeria sont à la pointe du développement des politiques en matière d’IA, avec des stratégies et des cadres réglementaires visant à garantir un déploiement éthique de cette technologie. Plusieurs gouvernements africains ont aussi noué des accords de partenariat avec des acteurs internationaux de renom comme Google, Microsoft et Mastercard pour stimuler l’innovation dans le domaine de l’IA. Les investissements dans ce domaine sont aussi en hausse, avec l’implication de plusieurs géants du secteur comme Google qui s’est engagé à investir un milliard de dollars pour soutenir la transformation numérique sur le continent.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

L’Ouganda explore un partenariat avec Ethio Telecom

Comme de nombreux pays africains, le gouvernement ougandais mise sur la transformation numérique pour soutenir son développement socio-économique. Pour y parvenir, il cherche à renforcer la coopération avec des partenaires technologiques régionaux et internationaux. L’Ouganda veut tirer parti de l’expérience de la société publique éthiopienne Ethio Telecom pour sa transformation numérique. Une délégation ougandaise de haut niveau conduite par Hajjat Minsa Kabanda (photo, gauche), ministre en charge de la capitale Kampala et des Affaires métropolitaines, s’est rendue cette semaine dans les locaux de l’opérateur historique pour engager les discussions sur cette potentielle coopération. Selon un communiqué d’Ethio Telecom publié sur X le mardi 12 août, la visite a permis à la délégation ougandaise de découvrir les solutions innovantes développées dans les domaines des villes intelligentes, de l’agriculture, de l’exploitation minière et de l’éducation. Elle a également donné lieu à la présentation d’infrastructures stratégiques, telles qu’un centre de données de dernière génération. Les dis-

cussions ont ensuite porté sur plusieurs pistes de coopération, allant des solutions pour villes intelligentes aux plateformes de paiement numérique, en passant par le développement des infrastructures télécoms, le renforcement des compétences et le transfert de savoir-faire. Ce rapprochement s’inscrit dans la volonté du gouvernement ougandais de faire des technologies de l’information et de la communication (TIC) l’un des piliers de son développement socio-économique, conformément à sa « Vision 2040 ». Cette stratégie ambitionne de hisser l’Ouganda au rang des pays à revenu intermédiaire d’ici à 2040, en le faisant « passer d’une société paysanne à un pays moderne et prospère ». Par exemple, la feuille de route pour la transformation numérique sur la période 2023-2027 prévoit notamment l’extension de l’infrastructure dorsale nationale à plus de 73 districts supplémentaires et 20 grandes villes avec une connexion Internet dans les unités administratives, les écoles, les ministères, les départements, les agences et les hôpitaux. Le gouvernement entend également mettre en ligne 95 % des services gouvernementaux, étendre

le haut débit à 90 % du territoire national, apporter les services en ligne à 90 % de la population, connecter 90 % des PME et autres institutions privées. Pour le moment, l’Ouganda se classe à la 150e place mondiale selon l’Indice de développement de l’e-gouvernement des Nations Unies (EGDI). Le pays a enregistré un score de 0,4464 sur 1, supérieur à la moyenne africaine (0,4247), mais en dessous de la moyenne mondiale (0,6382). Le pays se classe également à la 35e place africaine en matière de développement des TIC, selon l’Union internationale des télécommunications (UIT). Ethio Telecom estime que « cette collaboration pourra co-crée des solutions d’avenir à fort impact, contribuant directement à la Vision 2040 de l’Ouganda et faisant progresser les ambitions de développement urbain intelligent de Kampala ». Toutefois, les discussions entre les deux parties n’en sont qu’à un stade préliminaire. Aucun accord formel n’a encore été signé ni même annoncé. Il faudra donc attendre de nouveaux développements pour mesurer la portée réelle de cette initiative et déterminer si elle débouchera sur un partenariat concret.

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

Le Kenya relancera les négociations avec les Etats-Unis

La reprise prévue des négociations intervient à moins de deux mois de l’expiration de l’African Growth and Opportunity Act (AGOA), un régime de préférences qui permet aux pays éligibles d’Afrique subsaharienne d’exporter vers les Etats-Unis en franchise de droits de douane. Le Kenya prévoit de relancer les négociations avec les Etats-Unis sur un accord de libre-échange bilatéral, qui avaient été initiées lors du premier mandat du président Donald Trump avant leur suspension par l’administration de son successeur Joe Biden, a rapporté le site d’information The East African, samedi 9 août, citant le ministre kényan du Commerce, de l’Investissement et de l’Industrie, Lee Kinyanjui (photo, droite). Le ministre a révélé qu’il allait conduire durant la semaine en cours (du 11 au 17 août) une délégation de responsables kényans à Washington DC pour discuter d’une éventuelle reprise des négociations sur un accord de libre-échange avec le représentant américain au Commerce, Jamieson Greer (photo, gauche), et d’autres hauts responsables. « Trump a lancé les négociations sur l’accord de libre-échange, c’était son rêve. Mais après son départ, la façon de penser des personnes qu’il a laissées derrière lui a changé. Maintenant qu’il est de retour, les changements ont été si importants qu’il n’y a plus le temps de se reposer sur ses lauriers », a-t-il souligné. Et d’ajouter : « Nous voulons disposer d’une meilleure plateforme commerciale avec les Etats-Unis et nous avons un plan ambitieux à cet égard. Les Etats-Unis et le Kenya sont sur la même longueur d’onde ». Nairobi et Washington avaient entamé en 2020, sous l’administration Trump, des négociations sur un accord de libre-échange. Ces pourparlers ont été cependant suspendus par l’administration Biden qui a lancé des négociations sur un « Partenariat stratégique pour le commerce et l’investissement (Stip) » avec le Kenya, dont les objectifs se résumaient à réduire les barrières non tarifaires et à diminuer les coûts pour consolider la compétitivité des entreprises américaines sur le marché kényan. La relance prévue des négociations sur un accord de libre-échange intervient alors que l’African Growth and Opportunity Act (AGOA), un régime de préférences commerciales qui permet aux pays d’Afrique subsaharienne d’exporter vers les Etats-Unis sans payer des droits de douane, expirera le 30 septembre prochain. Avec l’expiration de ce programme que l’administration Trump ne devrait pas renouveler, un tarif de 10% sera appliqué à l’ensemble des échanges commerciaux du Kenya avec les Etats-Unis. Selon le Bureau du représentant américain au Commerce, la valeur des exportations de la première économie d’Afrique de l’Est vers les Etats-Unis a atteint 737,3 millions de dollars en 2024.

BOURSES ASIATIQUES

Soulagement général après l’inflation américaine

Les Bourses asiatiques sont dans le vert mercredi 13 août, portées par le soulagement sur la marche de l'économie américaine après l'annonce de chiffres de l'inflation sans mauvaise surprise malgré les inquiétudes liées aux droits de douane, propulsant Tokyo vers un nouveau record.

Le Nikkei dépasse les 43.000 points

L'indice Nikkei de la capitale nippone a battu un nouveau record dès les premiers échanges mercredi, emboîtant le pas des actions américaines pour dépasser le cap symbolique des 43.000 points. A la mi-séance, l'indice vedette était en hausse de 1,36% à 43.301,07 points, tandis que l'indice élargi Topix avançait de 0,9% à 3.093,85 points. Le Nikkei avait déjà atteint mardi un plus haut depuis juillet 2024, rassuré notamment par l'apaisement des tensions autour des négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et porté par la hausse des valeurs technologiques.

A la Bourse de Séoul, le Kospi s'appréciait de 0,65%.

Les places chinoises au beau fixe Les Bourses chinoises se félicitent également des prix à la consommation aux États-Unis, et continuent aussi à se réjouir de la prolongation de 90 jours de la détente entre Washington et Pékin sur le front des droits de douane. Vers 03h00 GMT, l'indice Hang Seng de la Bourse de Hong Kong était en hausse de 1,45% à 25.331,08 points. L'indice composite de la Bourse de Shanghai montait de 0,25% à 3.674,86 points, et celui de Shenzhen prenait 0,54% à 2.271,38 points.

BOURSE DE TOKYO

Nouveau record du Nikkei, au-delà du cap symbolique des 43.000 points

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a battu un nouveau record en séance mercredi, dépassant dans les premiers échanges le cap symbolique des 43.000 points face au soulagement concernant l'économie américaine, après avoir déjà atteint un plus haut la veille. L'indice vedette de la capitale nippone gagnait 0,76% à 43.043,36 points vers 00H30 GMT, tandis que l'indice élargi Topix avançait de 0,56% à 3083,53 points. La Bourse de New York a accueilli favorablement mardi la publication d'un indice d'inflation américaine sans mauvaise surprise liée à l'impact des droits de douane mis en place par le gouvernement Trump. «L'inflation est en hausse, mais pas autant que certains ne le craignaient», a résumé Ellen Zentner de Morgan Stanley Wealth Management, citée par l'agence Bloomberg.

Soulagement sur l'économie américaine

La Bourse de New York avait accueilli favorablement mardi la publication d'un indice d'inflation américaine sans mauvaise surprise liée à l'impact des droits de douane mis en place par le gouvernement Trump. «L'inflation est en hausse, mais pas autant que certains le craignaient», a résumé Ellen Zentner de Morgan Stanley Wealth Management, citée par l'agence Bloomberg. Cet indice a renforcé les attentes d'une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) en septembre lors de sa prochaine réunion de politique monétaire. La Fed, dont le patron Jerome Powell a été de nouveau été critiqué mardi par Donald Trump, a laissé inchangés ses taux depuis le début de l'année, attendant d'obtenir une meilleure visibilité quant à la santé de l'économie américaine et à l'impact des droits de douane, au grand dam du président américain. «La pression politique s'est accentuée sur la Fed», a commenté Lloyd Chan dans une note de MUFG Research, alors que Donald Trump a par ailleurs menacé Jerome Powell d'autoriser une «action en justice majeure» contre lui, au sujet du coût du chantier de rénovation du siège de l'institution à Washington.

Attentes d'une baisse des taux de la Fed Cet indice a renforcé les attentes d'une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) en septembre lors de sa prochaine réunion de politique monétaire. La Fed, dont le patron Jerome Powell a été de nouveau été critiqué mardi par Donald Trump, avait laissé inchangé ses taux depuis le début de l'année, attendant d'obtenir une meilleure visibilité quant à la santé de l'économie américaine et à l'impact des droits de douane, au grand dam du président américain. Le Nikkei avait déjà atteint mardi un plus haut depuis juillet 2024, rassuré notamment par l'apaisement des tensions autour des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine et porté par la hausse des valeurs technologiques.

Tencent flambe avant les résultats

Le géant chinois de l'Internet Tencent voyait son titre grimper de 2,32% à Hong Kong en amont de l'annonce de ses résultats plus tard mercredi, sur fond de fortes attentes concernant ses revenus dans le jeu vidéo, notamment grâce à une prochaine version mobile de son jeu de tir «Valorant». Le géant immobilier chinois en difficulté China Evergrande Group a par ailleurs annoncé mardi son retrait de la cote à Hong Kong, où ses actions seront radiées le 25 août en raison d'une dette plus lourde que prévu pesant sur son processus de liquidation.

Le dollar se reprend

Le billet vert remontait à 148,05 yens pour un dollar vers 03H10 GMT, après avoir nettement décroché dans la foulée de la publication des chiffres de l'inflation américaine. La devise européenne était en progression à 173 yens pour un euro. Dans le contexte d'optimisme quant à une baisse de taux de la Fed et de la prolongation de la trêve tarifaire sino-américaine, «les devises asiatiques devraient rester globalement soutenues», selon Lloyd Chan. Du côté du pétrole, vers 03h00 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord lâchait 0,2% à 65,99 dollars et le baril de WTI américain cédaît 0,32% à 62,97 dollars.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر					
BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 13 Août 2025					
Valeur : 15 Août 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.5835	129.5985
1	EUR	EURO		151.7034	151.7469
1	GBP	POUND STERLING		175.5161	175.5839
100	JPY	JAPANESE YEN		87.8532	87.8693
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0556	18.0597
1	CHF	SWISS FRANC		161.1735	161.3125
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.1535	94.1850
1	DKK	DANISH KRONE		20.3281	20.3349
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6124	13.6166
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7217	12.7262
1	AED	UAE DIRHAM		35.2781	35.2860
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5289	34.5347
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.1686	424.3566
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.8761	44.3171
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3262	14.3279
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.7908	23.9129
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2453	3.2554
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.8105	176.8105

BOURSE ZURICH

Le SMI se maintient dans le vert à l’approche de la mi-journée

La Bourse suisse confirmait son rebond de la veille mercredi à l'approche de la mi-journée, dans la foulée des nouveaux records touchés par les indices américains Nasdaq et S&P 500 à Wall Street mardi. Alors que l'inflation (IPC) en juillet aux Etats-Unis s'est révélée légèrement inférieure aux attentes, les investisseurs espèrent désormais plus que jamais que la Réserve fédérale américaine (Fed) baissera ses taux le mois prochain. Le rapport sur l'IPC de juillet dresse cependant un tableau nuancé, avec une inflation annuelle qui reste stable à 2,7% par rapport à juin et inférieure au consensus de 2,8%. Mais le renchérissement sous-jacent a surpris, progressant à 3,1% en glis-

sement annuel, son plus haut niveau depuis février, observe John Plassard, associé de la banque Cité Gestion en charge de la stratégie d'investissement. . "Si hier les données sur l'inflation aux États-Unis étaient mitigées, mais la réaction du marché ne l'était pas", résume pour sa part Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Parmi les quelques données macroéconomiques du jour, l'inflation en Allemagne est restée stable en juillet, au niveau de la cible fixée par la Banque centrale européenne (BCE), selon des chiffres définitifs. Les investisseurs se pencheront encore sur l'inflation en Espagne. Et après avoir digéré les quelques résultats d'entreprises du jour, dont ceux du spécialiste des implants dentaires

Straumann, ils examineront aussi des statistiques sur l'immobilier américain. Du côté de la Bourse suisse, le SMI a confirmé les bonnes dispositions des investisseurs, démarrant la séance en hausse de 0,23%, pour évoluer de manière latérale tout au long de la matinée. Vers 10h50, l'indice phare grappillait toujours 0,22% à 11'912,63 points. Le SLI progressait de 0,09% à 1985,51 points, alors que l'indicateur élargi SPI prenait 0,17% à 16'623,16 points. Parmi les 31 valeurs constitutives du Swiss Leader Index, quatorze perdaient désormais du terrain, alors que seize en gagnaient, Swisscom faisant pour sa part du surplace. En fond de classement, Straumann

(-3,9%) conservait de la lanterne rouge, toujours derrière le géant du placement de personnel Adecco (-1,4%) et le fabricant d'appareils auditifs Sonova (-1,0%). Le fabricant bâlois d'implants dentaires a vu son bénéfice net et sa rentabilité opérationnelle baisser au premier semestre 2025, en raison de la vigueur persistante du franc. L'entreprise a cependant confirmé ses prévisions pour 2025. Le groupe des perdants s'était élargi, le poids lourd Roche (-0,1%) s'y étant joint, tout comme le cimentier zougais Holcim (-0,1%). A l'autre extrémité du classement, Amrize (+2,7%) poursuivait son échappée solitaire en tête, devant la fabricant d'ascenseurs et escaliers mécaniques Schindler (+1,3%), le

réassureur Swiss Re (+0,8%) et Zurich Insurance (+0,8%). Richemont (+0,7%) restait bien placé, quand bien même Kepler Cheuvreux a abaissé l'objectif de cours du géant genevois du luxe à 165 francs suisses, contre 185 francs suisses précédemment, le titre étant cependant toujours recommandé à l'achat. Les deux autres plus grosses capitalisations de la cote, Novartis et Nestlé restaient dans le gros du peloton, affichant des gains respectifs de 0,2 et 0,3%. Sur le marché élargi, Santhera bondissait de 8,7%. Le laboratoire rhénan a conclu un accord exclusif de promotion et de distribution pour son traitement contre la myopathie de Duchenne Agamree en Turquie avec son homologue local Gen Ilag.

ÉTATS-UNIS

L'inflation sous-jacente poursuit sa progression

Si l'inflation est restée stable en juillet à 2,7 % sur un an, l'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie), a, elle, accéléré de 3,1 % sur un an.

L'inflation est finalement restée stable en juillet aux États-Unis. L'indice des prix à la consommation (CPI) a progressé au même rythme qu'en juin, soit une augmentation de 2,7 % sur un an. C'est un peu moins que ce qu'avaient prévu les analystes, mais ce résultat est surtout lié à la baisse du coût du pétrole (-9,5 % sur un an). L'indice s'affiche à +0,2 % par rapport au mois précédent, après +0,3 % en juin. Dans le même temps, Donald Trump a profité de cette stabilité pour réitérer ses menaces à l'encontre du président de la Réserve fédérale américaine (Fed) : « Jérôme "Trop tard" Powell doit MAINTENANT baisser les taux », a-t-il écrit sur son réseau Truth Social. Les économistes et analystes s'attendent pourtant à voir l'inflation américaine rebondir après l'entrée en vigueur des surtaxes douanières de Donald Trump. Si la hausse des prix reste stable en juillet, l'inflation sous-jacente, hors alimentation et prix volatils de l'énergie, marque, elle, une accélération à 3,1 % sur un an, alors que les analystes anticipaient 3 %. Elle était à 2,9 % sur un an en juin. C'est surtout toujours plus d'un point de pourcentage au-dessus de l'objectif des 2 % de la Fed. Il faut dire que même la banque centrale américaine ne sait pas à quel point les droits de douane vont avoir des conséquences sur la hausse des prix, en raison du caractère inédit de l'offensive commerciale engagée par Trump. Les droits de douane aux États-Unis atteignent des sommets, à plus de 18 %, du jamais-vu depuis les années 1930. « Il n'y a pas vraiment de précédent moderne », avait ainsi commenté à la fin juin Jerome Powell. « Nous devons faire preuve d'humilité dans nos estimations et nous sommes



très ouverts à la possibilité que la transmission à l'inflation soit moins importante que ce que nous pensons, ou peut-être plus importante », avait-il alors commenté. Les droits de douane vont être supportés en partie par les exportateurs étrangers, qui peuvent baisser leurs prix pour rester compétitif. Mais dans les faits, ce sont les importateurs américains qui vont régler la surtaxe. Ils vont alors devoir rogner sur leur marge ou bien augmenter les prix pour les consommateurs américains. Or, à quel point les droits de douane vont être supportés par les consommateurs et quand les effets des surtaxes vont se faire réellement sentir sont deux questions qui restent pour le moment en suspens. D'après les derniers chiffres de la banque américaine Goldman Sachs, si les entreprises américaines ont jusqu'ici largement absorbé les tarifs doua-

niers, les consommateurs américains pourraient par la suite absorber 67 % des coûts.

Vers une baisse des taux de la Fed ?

En attendant, les chiffres de l'inflation ont quelque peu apaisé, pour le moment, les marchés financiers. Ils anticipaient, depuis les chiffres moroses de l'emploi, une baisse des taux directeurs en septembre avec une probabilité de 80 %. Et cette probabilité est toujours d'actualité après la publication de l'indice CPI. Quant à savoir si ces chiffres ont rassuré la banque centrale américaine, il faudra encore patienter jusqu'à sa prochaine réunion. En attendant, Jerome Powell devrait s'exprimer lors du colloque de Jackson Hole, dans le Wyoming, du 21 au 23 août. Un discours qui sera suivi avec intérêt.

BRÉSIL

Lula annonce 5,5 milliards de dollars de crédits pour les entreprises touchées par les droits de douane

Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a annoncé mardi 5,5 milliards de dollars de crédits pour les entreprises touchées par les droits de douane américains, dans le cadre d'un plan de soutien. Une surtaxe punitive de 50%, avec de nombreuses exceptions, frappe depuis mercredi des produits brésiliens exportés aux États-Unis. Elle fait office pour Donald Trump de représailles contre les poursuites visant l'ex-président Jair Bolsonaro, son allié d'extrême droite, accusé d'avoir tenté un coup d'État au Brésil après sa défaite à l'élection de 2022. Les secteurs clés du café et de la viande sont particulièrement touchés, alors que le jus d'orange, l'aviation civile, les engrais et les métaux précieux ne sont pas concernés par les droits de douane de 50%. Selon Brasília, 36% des exportations brésiliennes sont impactées. « Demain (mercredi), je vais signer une mesure provisoire créant une ligne de crédit de 30 milliards de réais (5,5 milliards de dollars) pour les entreprises brésiliennes qui pourraient souffrir de préjudices à cause des droits de douane de Trump », a déclaré Lula sur une radio locale. Les aides iront surtout aux petites entreprises, les grandes ayant de meilleures capacités de « résistance », a ajouté le président.

DROITS DE DOUANE

Pourquoi Trump n'a toujours pas réussi à faire plier la Chine

Washington a annoncé prolonger de 90 jours la détente avec Pékin sur le front des droits de douane. Les deux pays négocient et se menacent depuis plus de six mois, sans qu'un réel gagnant ne soit encore sorti de ce bras de fer. Le bras de fer entre Donald Trump et Xi Jinping continue. Le président américain a décidé de reconduire, pour 90 jours, la trêve dans sa guerre commerciale avec la Chine. Washington va donc continuer à taxer les

produits chinois à 30 % jusqu'au 10 novembre, tandis que Pékin taxera les produits américains à 10 %. Le républicain avait laissé planer, jusqu'ici, la menace du retour de 145 % de taxes douanières pour les produits chinois arrivant sur le sol américain, alors que Pékin prévoyait de surtaxer les produits américains à hauteur de 125 %. Le bras de fer entre Donald Trump et Xi Jinping continue. Le président américain a décidé de reconduire, pour 90 jours, la

trêve dans sa guerre commerciale avec la Chine. Washington va donc continuer à taxer les produits chinois à 30 % jusqu'au 10 novembre, tandis que Pékin taxera les produits américains à 10 %. Le républicain avait laissé planer, jusqu'ici, la menace du retour de 145 % de taxes douanières pour les produits chinois arrivant sur le sol américain, alors que Pékin prévoyait de surtaxer les produits américains à hauteur de 125 %. Un autre revers lui a, cette fois,

même été infligé aux États-Unis. Les agriculteurs américains, fervents soutiens de Trump, pourraient être les premières victimes de la guerre commerciale en cours. La Chine est le troisième débouché commercial pour les produits agricoles américains, après le Mexique et le Canada. En 2024, il pesait 24,6 milliards de dollars (22,4 milliards d'euros). « Pour le soja américain, la Chine est même le principal marché : les Américains y écoulent plus de la moitié de leurs exportations », analyse Christian Li-

geard, conseiller pour les affaires agricoles de l'ambassade de France à Washington. Conscient de l'importance de son rival d'extrême-Orient pour ses exportations, dans la nuit de dimanche à lundi, le président américain a publié un message sur sa plateforme Truth Social, appelant la Chine à « quadrupler ses achats de soja américain ». Autant d'arguments qui laissent à croire que Donald Trump préférerait conclure cette guerre commerciale avec un accord, plutôt que des droits de douane.

GRANDE DISTRIBUTION

L'Allemand RTG rejoint Carrefour et la Coopérative U pour leurs achats

L'alliance Concordis dans la grande distribution, formée en juillet par Carrefour et la Coopérative U pour négocier leurs achats depuis Bruxelles, va accueillir la coopérative allemande RTG, ont annoncé les partenaires mercredi. Le nouvel acteur fédère huit distributeurs allemands dont la chaîne de droguerie Rossmann, le groupe de supermarché à bas coût Netto et les enseignes Globus, Bartels-

Langness, Bunting, Tegut, Kaes et Klaas & Koc. Ensemble, ils cumulent environ 31 milliards d'euros de chiffre d'affaires avec 570 hypermarchés, 770 supermarchés et quelque 2230 magasins de droguerie. RTG, Carrefour et Coopérative U - respectivement deuxième et quatrième distributeur de France -, cumulent désormais plus de 125 milliards d'euros de ventes en France, Allemagne et Es-

pagne. Objectif de l'alliance, qui sera effective en 2026 : « améliorer les conditions d'achat auprès des principaux fournisseurs multinationaux de marques nationales » notamment pour « réduire les coûts », explique le communiqué. Grâce à Concordis, les trois distributeurs pourront négocier avec plus de poids des prix au rabais auprès des fournisseurs. Le modèle s'est attiré les critiques des

industriels et de certains responsables politiques français qui y voient un moyen de contourner la loi française lors des négociations. Eurelec (Leclerc) a du reste écopé de 38 millions d'euros d'amende pour négociations tardives avec 62 fournisseurs et Carrefour, à travers sa centrale internationale Eureka, a été sanctionné fin 2024 à hauteur de 10,3 millions d'euros, une décision que le groupe conteste.

Perplexity prête à déboursier plus de \$34 milliards pour s’offrir Google Chrome

La jeune pousse Perplexity AI vient de formuler une offre d'achat sans précédent pour s'offrir le navigateur de Google. L'entreprise propose de déboursier pas moins de 34,5 milliards de dollars alors que la justice américaine pointe Google et son monopole.

L'IA brasse des milliards et Perplexity monte en flèche. L'entreprise, qui vient à peine de lever le voile sur son navigateur agentique pour les abonnés à son offre Max, compte continuer à s'armer.

Un rachat stratégique

La justice américaine a statué que Google détient un monopole illicite sur la recherche en ligne. Et pour les autorités, il est temps d'en finir. On le sait, cette décision pourrait contraindre Alphabet, maison-mère de Google, à se séparer de Chrome, lequel fédère à ce jour plus de trois milliards d'utilisateurs dans le monde. L'entreprise Perplexity, valorisée environ 18 milliards de dollars suite à un récent tour de table, a assuré avoir le soutien de plusieurs fonds pour financer l'intégralité de l'opération. Rappelons que le montant, bien qu'astronomique à notre échelle, reste inférieur aux estimations avancées par certains acteurs du secteur, qui placent la valeur de Chrome au-delà des 50 milliards de dollars. Dans cette potentielle revente, Perplexity n'est pas seule. Des sociétés telles qu'OpenAI, Yahoo et Apollo Global Management ont également manifesté leur intérêt pour le naviga-



teur, ou, dison-le clairement, pour cette énorme base d'utilisateurs. ... et donc. ... de données. Pour Perplexity, cette acquisition lui permettrait de mieux concurrencer les moteurs de recherche et les navigateurs équipés de fonctionnalités d'IA. Alors que tout juste, les internautes prennent l'habitude d'utiliser des chabots conversationnels. Parmi les menaces pesant sur Perplexity, notons Open AI, qui a un projet dans les cartons tandis qu'Opera

teste Neon auprès d'une poignée d'internautes.

Quel avenir pour Google Chrome ?

Perplexity s'engage à maintenir Chromium — le socle open source de Chrome — accessible à tous, promettant d'investir 3 milliards de dollars sur deux ans pour poursuivre le développement du navigateur tout en préservant le moteur de recherche par défaut

actuellement fourni par Google. Selon CNBC, l'entreprise a également indiqué qu'aucune « modification furtive » ne serait appliquée : concrètement, l'expérience utilisateur resterait inchangée et la transition viserait à assurer une stabilité fonctionnelle pour les internautes et les annonceurs.

Actuellement utilisé par quelques abonnés prêts à déboursier \$200/mois, le navigateur Comet de l'entreprise est lui-même basé sur le noyau Chromium. Bien entendu, il intègre des fonctions de recherche automatisée et d'assistant, et offre notamment la possibilité d'importer toutes les préférences et extensions des utilisateurs Chrome pour favoriser une adoption simple et rapide. Reste à savoir si Perplexity saura mener cette acquisition à terme. De son côté, Google s'oppose fermement à la décision de justice et estime qu'aucune autre entreprise n'est en mesure de gérer Chrome. Selon elle, le navigateur est le fruit de 17 années de collaboration étroite entre les équipes Chrome et l'ensemble de Google. Parisa Tabriz, directrice générale de Chrome, expliquait devant la cour que Google avait dépensé des "centaines de millions de dollars en mobilisant près 1000 ingénieurs. Et d'affirmer : "je ne pense pas que cela pourra être répliqué".

Jamais autant de nouveaux milliardaires ne sont apparus aussi vite... et à la fin, c’est la Silicon Valley qui gagne !

Le nombre de milliardaires a bien augmenté ces dernières années. Et pour en trouver la cause, il faut regarder du côté de la Silicon Valley. Les sommes qui vont investies dans la tech depuis un peu moins de trois ans sont phénoménales, avec des entreprises comme OpenAI levant des dizaines et des dizaines de milliards de dollars, ou Meta embauchant des stars de l'IA pour des salaires mirobolants. Résultat, cet argent a permis de changer la vie d'un certain nombre de personnes, qui sont devenues milliardaires. Et elles sont tout un peu voisines.

Quatre entreprises IA ont créé plus de 15 milliardaires



La vague de l'IA fait passer les précédentes vagues technologiques pour des petits joueurs. À vrai dire, il

s'agit d'un événement exceptionnel dans notre histoire moderne. « En remontant plus de 100 ans d'histoire,

nous n'avons jamais vu de richesses créées à une telle ampleur et à une telle vitesse, c'est sans précédent » explique à CNBC le chercheur au MIT, Andrew McAfee. Pour illustrer le phénomène, on peut rappeler cette information de Bloomberg, en date de mars dernier, qui nous apprenait que les quatre plus grandes entreprises privées de l'IA avait permis la création d'au moins 15 nouveaux milliardaires - à la fortune cumulée de 38 milliards de dollars.

De nouvelles fortunes concentrées dans la Silicon Valley

Il faut dire que le mouvement économique est impressionnant du côté de l'intelligence artificielle. Selon une

étude de CB Insight, il y aurait aujourd'hui 498 licornes de l'IA (soit autant d'entreprises valorisées à au moins 1 milliard de dollars), dont la valorisation totale serait de 2 7000 milliards de dollars. Élément significatif, une centaine d'entre elles auraient moins de deux ans. Un essor de l'IA qui a un noyau dur évident : la Silicon Valley. Car ce boom est incontestablement porté en grande partie par les entreprises de la région. La preuve, San Francisco compte aujourd'hui plus de milliardaire que New-York (82 vs 66) alors que la population millionnaire de la baie de San Francisco a été multipliée par deux lors de la décennie passée. L'histoire qui se répète ?

Source : CNBC

Tesla veut maintenant fournir... de l'électricité !

Le géant des voitures électriques veut conquérir un nouveau marché. L'idée de Tesla ? Devenir un fournisseur d'électricité ! L'appétit d'Elon Musk est, on le sait, illimité. Raison pour laquelle le milliardaire a tenté de créer de nouvelles entreprises, comme encore ces dernières années xAI, pour développer son IA Grok. Mais l'homme le plus riche du monde aime aussi développer de nouvelles activités au sein de son entreprise phare, Tesla, qui travaille déjà dans les voitures électriques, la robotique et

construit les fameux Megapack, servant à stocker de l'énergie. Mais ça n'est pas assez, vu que Tesla veut aussi dorénavant proposer de l'électricité !

Tesla se propose de fournir de l'électricité au Royaume-Uni

La filiale de Tesla, Tesla Energy Ventures Limited, a récemment déposé une demande auprès de l'autorité britannique de régulation de l'énergie du Royaume-Uni, l'Ofgem. Son objet ? Si l'on en croit une information de

CNN, l'idée serait de pouvoir y devenir un fournisseur d'électricité ! Il est vrai que Tesla s'y connaît en électricité, que ce soit avec ses voitures, mais aussi ses batteries de stockage d'énergie et son travail dans l'énergie solaire.

Une façon de gagner de nouveaux marchés quand Tesla est en recul

Des domaines dans lesquels l'entreprise affiche une nette croissance, les revenus générés l'an dernier par Tesla grâce à la vente de

batteries électriques, de cellules solaires et d'autres produits liés à l'énergie ayant connu une hausse de 93%, à 1,5 milliard de dollars. De manière intéressante, cette information arrive quand, dans le même temps, Tesla connaît des difficultés assez inédites au niveau de ses ventes de voitures. L'entreprise d'Elon Musk cherche-t-elle à répondre à cette mauvaise conjoncture par le développement d'une nouvelle activité, dans laquelle dispose déjà d'un certain savoir-faire de base ?

Source : CNN

La fin semble proche pour cette Volkswagen qui aura connu son moment de gloire

Alors que sa première génération avait connu un véritable succès, y compris en France, le Volkswagen Touareg troisième du nom connaît une carrière pour le moins discrète depuis son lancement en 2018. Vous avez d'ailleurs peut-être déjà oublié l'existence de cet imposant SUV, cousin technique du Porsche Cayenne. Pourtant, il est encore bien présent au catalogue... même si ça ne devrait plus forcément durer très longtemps si l'on en croit certaines informations plutôt crédibles qui circulent en ce moment.

Les temps sont de plus en plus durs pour le Volkswagen Touareg en France. Seulement importé chez nous en version hybride rechargeable, cet imposant SUV est lourdement touché par le malus au poids qui pénalise ce type de motorisation depuis le début de l'année. Ses 2 439 kg minimum en ordre de marche lui valent désormais une taxe sur la masse de 12 200 € au bas mot. Résultat : sur les sept premiers mois de l'année, il n'a trouvé que 51 amateurs dans l'Hexagone. Cela correspond à une chute de 89 % par rapport à la même période de 2024. Mais cette descente vers les tréfonds du classement des ventes est peut-être bientôt terminée. D'après nos confrères britanniques d'Autocar, qui évoquent des sources internes, la fin de la production du Volkswagen Touareg serait programmée pour 2026 et aucun remplacement ne serait prévu.

Le Touareg n'a pas su faire perdurer son succès

Même si les informations de ce média sont souvent à prendre avec des pincettes, elles paraissent ici très plausibles. Apparue en mars 2018, la troisième génération de ce luxueux SUV a atteint un âge où il n'est pas rare qu'un modèle parte à la retraite. A moins qu'il ne connaisse encore un véritable succès mondial comme c'est le cas du Porsche Cayenne, le proche cousin technique du Touareg depuis ses débuts. Mais les deux compères n'ont pas suivi la même trajec-



toire. Pour le porte-drapeau de Volkswagen, le succès commercial incontestable de la toute première mouture, lancée en 2002, semble aujourd'hui bien loin. Tout comme les délires mécaniques initiaux d'ailleurs, puisqu'un V10 TDI et un W12

essence figuraient alors parmi les motorisations proposées. Aujourd'hui, en France, seul un V6 hybride rechargeable de 462 ch reste disponible, alors que nos voisins allemands profitent encore d'un V6 essence de 340 ch et d'un V6 TDI dé-

cliné en 231 ch ou 286 ch. Cela n'empêche toutefois pas les ventes du modèle de baisser même à l'échelle européenne. Elles ont régressé de 4 % en 2024 avec 14 962 exemplaires, soit plus de dix fois moins que le petit frère Tiguan et ses 164 604 unités.

La fin de la montée en gamme pour Volkswagen

Le Touareg ne peut en outre plus compter sur le marché américain pour sauver les meubles puisque l'actuelle génération n'y a jamais été proposée. Volkswagen préfère y miser sur l'Atlas, un SUV encore plus imposant et beaucoup moins cher. Quant à la Chine, qui a bien droit à ce modèle, elle semble de moins en moins portée sur les productions du constructeur allemand. A fortiori si elles sont onéreuses et dépourvues de toute motorisation électrique. L'histoire semble donc bel et bien partie pour se terminer en 2026 pour le Touareg, qui avait pourtant permis à Volkswagen de réussir là où la berline Phaeton avait échoué. Mais la marque ne cherche plus vraiment aujourd'hui à monter en gamme. Elle préfère capitaliser davantage sur des modèles plus grand public, à l'image du Tayron qui devrait bientôt devenir son SUV le plus imposant en Europe. Long de 4,88 m, ce cousin du Tiguan est d'ailleurs à peine 8 cm plus court que le Touareg. En revanche, il est loin de pouvoir revendiquer la même noblesse mécanique et technique.

La Mercedes-AMG C 63 retrouve un V8, mais...

Le préparateur autrichien VUK remplace le moteur hybride rechargeable de la C63 AMG par un V8. De quoi satisfaire tout le monde, pourrait-on penser. Pourtant, le résultat final n'est pas sans soulever des critiques légitimes. La ritournelle est bien connue. Mercedes a beaucoup investi dans le développement d'un moteur quatre cylindres hybride rechargeable, qui devait permettre à la C63 AMG de remporter la bataille féroce l'opposant à la BMW M3. La réalité a cependant offert un verdict bien différent, comme en atteste notre match entre ces deux-là dans leur variante break et l'Audi RS4. Si l'hybride rechargeable super sportif a certainement ses mérites, les fans d'AMG n'ont manifestement pas été sensibles aux vertus de ce moteur quatre cylindres électrifié. Il n'y a que chez Mercedes que l'on ne parle pas (encore) d'un flop. Mercedes aurait maintenant décidé d'investir à nouveau dans des moteurs V8, mais ce processus de développement prend du temps.



En outre, les chances que ce gros moteur se retrouve ensuite dans la Classe C sont extrêmement minces. Mais pas de panique, les amateurs de V8 peuvent s'adresser à l'Autrichien VUK. Il s'avère en effet que le "vieux" V8 de 4 litres de l'ancienne C63 peut toujours prendre place sous le capot de l'actuelle C63. De quoi satisfaire tout le monde ?

Ode à l'Evo II

Enfin, peut-être pas tout le monde. VUK a en effet décidé de combiner ce changement de moteur avec une ode à la Mercedes 190E. Cette dernière ne portait toujours pas de badge AMG, mais elle était proposée en version Evo II. Il s'agissait d'un modèle d'homologa-



tion doté d'ailerons spectaculaires en vue d'une homologation pour les courses de voitures de tourisme qui, en 2025, frappe encore l'imagination. Pensez au restomod de HWA. VUK dote sa Mercedes-AMG C63 V8 d'un kit carrosserie musclé, inspiré de l'Evo II, combinant des extensions de passages de roues, des jantes rétro et un aileron ar-

rière monumental. Une fois de plus, les critiques fusent. La 190E Evo II n'avait-elle pas un quatre cylindres sous le capot, tout comme la C63 hybride rechargeable ? Ou comment pinailler pour le plaisir d'empêcher le monde de tourner en rond. D'ailleurs, la création HWA basée sur l'Evo II mentionnée plus haut n'a pas non plus de quatre cylindres, mais un V6.

Mots fléchés

Se revoir après de longues séparations		Don		Poèmes lyriques		Reine-marguerite		Capitale transalpine		Habitantes d'un capitale européenne	Possessif	Agile	
Sournois								Plante herbacée				Cours d'eau allemand	
								Formés					
Frangins		Saison		Épinceter		Spectateurs							
						Morceau							
						Traditions							
Alliance militaire					Aurochs				Durée d'une révolution			Certaine	
Femelles du singe					Devin français				Riche				
							Inutiles						Vin blanc liquoreux espagnol
							Noté						
Loupées		Couple				Relatif aux vaisseaux sanguins							
						Château de la Belle au bois dormant					Note de musique		
						Style					Tohu-bohu		
Fleuve mais aussi une guerre de Crimée		Prodige	Congé depuis les 35 heures hebdomadaire				Fin de messe	Intenter un procès					
				Rigide						Affoles		Fleuve côtier	
Donnant													
Administré								Bateau	Tas				
									Pluie de glace				
				Récépissé		Enduis de colle végétale							Son nom indique sa forme
						Entre amis							
Intronisât								Mer fermée				L'Estonie	
Durillon	Vénère		Bouleversé					Égrillards					
								Fouillée					
			Cuivre										
			Mammifère marin					Enregistrées sur bande					
Dépîtés								Engrais organique			Sélénium		
								Ancêtre			Personnes		
Installation ambulante		Poissons		Vive agitation	Surface agraire				Manche de tennis				Fleur d'arbrisseau
									Céréales				
								Aluminium		Salve			
Fromage couvert de paraffine					Exposer pour la vente							Milli-seconde	
Calcium													
	Auteur de 'Le nom de la rose'				Rivière du Congo					Célèbre dépêche			
	Céréale							Écope					

Près de 600.000 détecteurs de monoxyde de carbone installés

Un total de 599.298 détecteurs de monoxyde de carbone (CO) ont été installés dans les foyers de la wilaya de Tizi-Ouzou depuis le début de l'opération le 29 mars 2023, a indiqué, mercredi, la direction de distribution de l'Electricité et du Gaz dans un communiqué. L'opération, qui vise à prévenir les intoxications au monoxyde de carbone, a bénéficié à 299.649 foyers, soit deux appareils par foyer, atteignant un taux d'avancement de 66,27%, a-t-on précisé de même source.



UNION INTERPARLEMENTAIRE ARABE

L'importance du rôle des jeunes dans la réalisation des ODD soulignée

L'Union interparlementaire arabe (UIPA) a souligné l'importance du rôle des jeunes dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et des aspirations sociétales, eu égard à l'impact déterminant de cette catégorie dans la promotion des sociétés. Dans un communiqué signé par son président, M. Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), publié mardi à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse (12 août), l'UIPA a réaffirmé son engagement en faveur des droits des jeunes par "le renforcement des législations garantissant la participation des jeunes à la prise de décision dans les pays arabes, notamment à travers l'action parlementaire, afin qu'ils contribuent à l'édification civilisationnelle et à la revitalisation de la culture de la nation". L'Union interparlementaire arabe a, dans ce cadre, souligné l'importance du rôle des gouvernements arabes dans l'adaptation des objectifs mondiaux relatifs à la jeunesse aux contextes locaux, pour "promouvoir les compétences des jeunes arabes et développer leurs aptitudes et leurs capacités cognitives, en tant que vecteurs de progrès des sociétés" et "faire en sorte que les jeunes soient fiers de leurs spécificités culturelles et re-

jettent toute forme d'imitation, de dilution ou de dénigrement de soi". L'UIPA a, par là même, appelé les Parlements arabes à "actualiser les législations favorisant la participation et l'autonomisation des jeunes dans la planification locale et la prise de décision", à "intégrer leurs priorités dans les stratégies locales et régionales" et à "traduire leurs visions en solutions concrètes et efficaces" en vue de "former des générations de jeunes capables d'incarner le renouveau dans leurs pays et d'accélérer la réalisation des ODD". Dans son communiqué, l'UIPA a également rendu hommage aux jeunes palestiniens qui donnent un exemple éloquent de résilience dans la défense de leur cause juste, affirmant que "malgré la tyrannie et l'injustice qu'elle subit, cette jeunesse continuera à défendre la terre de Palestine jusqu'à la victoire". Dans le même contexte, l'UIPA a appelé la jeunesse arabe à "demeurer attachée à cette cause centrale, notamment dans ces moments difficiles où la Nation est en proie à des tentatives de division, de morcellement et d'accaparement de ses ressources, au service d'agendas désormais démasqués, qui ne sauraient leururrer une jeunesse arabe bien décidée à s'affranchir de toute forme d'hégémonie et de domination".

PAS MOINS DE 390 TRAVAILLEURS HUMANITAIRES TUÉS EN 2024

Le bilan pourrait être pire en 2025



Le système humanitaire est à bout de souffle, sous-financé, débordé et attaqué, déplore l'ONU, faisant état de pas moins de 390 travailleurs humanitaires tués dans le monde rien qu'en 2024. "L'année dernière, pas moins de 390 travailleurs humanitaires ont été tués dans le monde - un record", indique le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, dans un message à l'approche de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, célébrée le 19 août de chaque année, soulignant que pour les plus de 300 millions de personnes prises au piège d'un conflit ou d'une catastrophe, "les humanitaires sont le dernier maillon de la chaîne de survie". Selon l'ONU, certaines des victimes ont été tuées dans l'exercice de leurs fonctions, d'autres chez elles, tandis que des centaines d'autres ont été blessées, kidnappées ou détenues. "Et tout porte à

croire que 2025 pourrait être pire". "Pourtant, le financement de cette chaîne se tarit", regrette M. Guterres, "et celles et ceux qui apportent l'aide humanitaire font l'objet d'attaques de plus en plus fréquentes", alors que des lignes rouges "sont franchies en toute impunité". Pourtant, rappelle le chef de l'ONU, "le droit international est clair : les humanitaires doivent être respectés et protégés", soulignant qu'"ils ne doivent jamais être pris pour cible" et "les règles et des outils existent". Cependant, pour le SG de l'ONU, ce qui fait défaut, "c'est la volonté politique et le courage moral", précise-t-il encore, appelant à prendre des mesures "concrètes" pour protéger chaque travailleur humanitaire et investir dans sa sécurité, pour mettre fin aux mensonges qui coûtent des vies. Aussi, M. Guterres insiste à faire en sorte que les auteurs de ces crimes ne puissent se soustraire à leurs responsabilités et soient traduits en justice, appelant également à mettre fin aux flux d'armes à destination des parties qui enfreignent le droit international. Pour l'ONU, cette année, le message est clair : "Le système humanitaire est à bout de souffle, sous-financé, débordé et attaqué". Là où tombent les bombes et où surviennent les catastrophes, ce sont les travailleurs humanitaires qui tiennent bon, sauvant des vies, souvent au péril de la leur. Et, de plus en plus, ils sont eux-mêmes pris pour cible.

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

Les BRICS+ à l'épreuve du Trumpisme économique

Il faut dire que l'offensive de Trump, annoncée lors de sa déclaration théâtrale du 2 avril 2025, sur toutes les économies par des taxes douanières additionnelles a quelque peu servi la consolidation et même elle a provoqué l'annonce de plusieurs candidatures d'adhésion dans la nouvelle organisation dite « les BRICS+ ». Le renforcement des liens économiques entre des puissances économiques du Sud, Chine, Brésil, Russie, Inde et l'Afrique du Sud, les fondateurs du Club a été très mal vu par les USA. Lorsque la question de trouver une monnaie alternative au dollar américain pour les échanges intra-BRICS+, l'ire américaine a été fortement exprimée. En effet, le dollar est un instrument très puissant pour la régulation de l'économie mondiale au profit des américains, et le remettre en cause, c'est porter atteinte à la suprématie américaine. Pour les américains, seule la Chine, avec sa puissance financière, peut garantir l'émergence d'une monnaie ou au moins une unité de compte pour les transactions entre les BRICS+ et leurs alliés. L'adhésion de pays considérés

comme alliés traditionnels des USA comme l'Arabie Saoudite et les EAU a augmenté le niveau de menace pour l'Amérique ; l'intégration de l'Iran (grand producteur des hydrocarbures hors contrôle des USA), a encore excité Trump. La cible principale des attaques de Trump est bien entendu la Chine. Mais chemin faisant, les autres membres adhérents ou en attente de l'être vont subir aux aussi les foudres protectionnistes des USA. L'Inde, un allié économique solide de l'Amérique n'a pas été épargné. Si la Chine (la Russie est sous embargo) reçoit la principale salve portant le taux de taxation des produits chinois à l'entrée des USA à 150%, l'Inde est aussi ciblée avec un taux additionnel de 50%. Le Brésil n'est pas en reste, puisque il se voit appliqué plusieurs taux prohibitifs en fonction des produits (aciers, chimie, aéronautiques, produits agricoles, huiles, viandes...) L'avenir des BRICS+ dépendra, sans aucun doute, de la capacité des membres à faire face ensemble à cette attaque américaine. C'est réellement un premier test grandeur nature pour la solidité de

l'organisation et son degré de cohésion. Un défi majeur pour les fondateurs afin de maintenir le cap et se consolider. Alors que les fissures internes ne sont pas totalement soudées (différend Inde/Chine, AS+EAU/Iran, pour ne citer que ces deux exemples), voilà que la charge de Trump vient ébranler tous les membres. L'américain cible en fonction du degré du lien qu'ont les pays entre eux par rapport à la Chine, La Russie et l'Iran, les ennemis de toujours. Le marché américain est un marché décisif pour les pays émergents, comme le marché chinois est un marché sûr pour les matières premières et particulièrement l'énergie (premier pays importateur d'hydrocarbures). Deux membres éminents des BRICS sont directement visés par Trump. Les deux pays sont le Brésil et l'Inde ; tous deux dépendants des deux économies dominantes (USA et Chine) alors ils vont subir de manière directe les conséquences de la guerre entre les deux géants. Pour le Brésil, le marché américain est le second après la Chine pour ses exportations. L'Inde exporte plus de 76 Mds de \$ vers les USA et en importe 49.

Appliquer la réciprocité aux USA présente beaucoup de risque pour son système industriel encore en phase d'émergence. Les BRICS+ peuvent-ils trouver des mécanismes pour augmenter le volume des échanges entre eux ? Ce n'est pas évident, car d'une part, les émergents sont souvent concurrents sur les mêmes marchés et d'autre part, ils sont positionnés sur des chaînes de valeurs internationales encore dominées par les pays occidentaux. La réorganisation des CVM (Chaines de Valeurs Mondiales) qui leur seront favorables prendra du temps. Le prochain sommet des BRICS+ aura du pain sur la planche s'il veut sauvegarder sa dynamique. En attendant, peuvent-ils, au moins, être solidaires face à l'assaut américain, dont l'objectif est justement de miner l'organisation des BRICS+ pour ne pas la laisser émerger comme une alternative à l'Amérique et surtout à empêcher toute articulation aux autres pays du SUD moins développés mais généreusement dotés en ressources naturelles. Les décisions du prochain sommet des BRICS+ sont très attendues.